

Histoire et Philatélie

La Belgique



*Pour les timbres-poste belges, la numérotation du catalogue officiel de Belgique a été choisie
Pour les timbres des autres pays, c'est la numérotation des catalogues Yvert & Tellier*

Les premiers siècles (...-1384)

Il y avait un grand nombre de tribus gauloises dans le territoire de l'actuelle Belgique (Nerviens, Éburons, Condruses, Ménapiens, Morins, Trévires, Aduatuques, etc.).

Lorsque Jules César réalise la conquête de la Gaule, il rencontre de grandes difficultés à soumettre les tribus "belges", entre 57 et 53 a.C. La plus grande résistance vient des Éburons, sous le commandement d'Ambiorix.



1966, n° 1388

Statue d'Ambiorix à Tongres



2003, n° 3188

La présence romaine apporte l'organisation latine à la région : le système administratif de Rome est introduit, de nombreuses "voies romaines" sont construites, le latin devient la langue véhiculaire. C'est pendant quatre siècles l'époque gallo-romaine. À partir de Constantin, empereur au début du IV^e siècle, le christianisme se répand rapidement en Belgique.



1973, n° 1680

Pièces de monnaie de l'époque gallo-romaine, provenant du trésor de Luttre-Liberchies

À partir du V^e siècle, les tribus germaniques envahissent progressivement l'Empire romain, qui cesse d'exister en l'an 476. En Belgique, ce sont les Francs qui s'installent, et ils font de Tournai la première capitale du grand royaume franc. Clovis, roi des Francs de 481 à 511, se convertit au christianisme et abandonne Tournai pour Paris.



1946, n° 737
Pépin de Herstal

Les successeurs de Clovis, membres de la dynastie mérovingienne, sont pour la plupart des souverains médiocres, plus occupés à vider les querelles familiales par les armes qu'à administrer leur royaume. Ils laissent cette tâche à des "maires du palais", des hauts dignitaires qui s'occupent de l'administration et des finances. Ceux-ci s'emparent peu à peu de tous les leviers du pouvoir, et le roi n'est bientôt plus qu'un fantoche entre leurs mains. Les plus célèbres maires du palais sont Pépin de Landen vers 640, Pépin de Herstal vers 700, Charles Martel, qui arrête l'avancée musulmane à Poitiers en 732, et finalement Pépin le Bref.

En 751, Pépin le Bref dépose Childéric III, le dernier roi de la dynastie décadente des Mérovingiens, et se proclame lui-même roi des Francs. Il consolide son pouvoir, et à sa mort en 768, le royaume est partagé entre ses deux fils, Charles et Carloman, mais ce dernier meurt déjà en 771, laissant ainsi l'entière souveraineté à Charles, qui sera nommé plus tard Charlemagne, fondateur de la dynastie carolingienne.

Charlemagne agrandit considérablement son royaume par une série de guerres contre les Saxons, les Lombards et les Musulmans d'Espagne. Il est sacré empereur à Rome en 800.

Son empire ne lui survit cependant pas longtemps : après son fils Louis le Pieux, et après de nombreuses péripéties, son vaste empire est partagé par le traité de Verdun de 843 entre trois de ses petit-fils.

- Charles le Chauve reçoit la partie occidentale, qui deviendra la France.
- Louis le Germanique reçoit la partie orientale, noyau du Saint-Empire romain germanique.
- Lothaire I^{er} reçoit la partie médiane, qui prend le nom de Lotharingie, et qui va de la Frise à l'Italie. Il conserve le titre d'empereur.

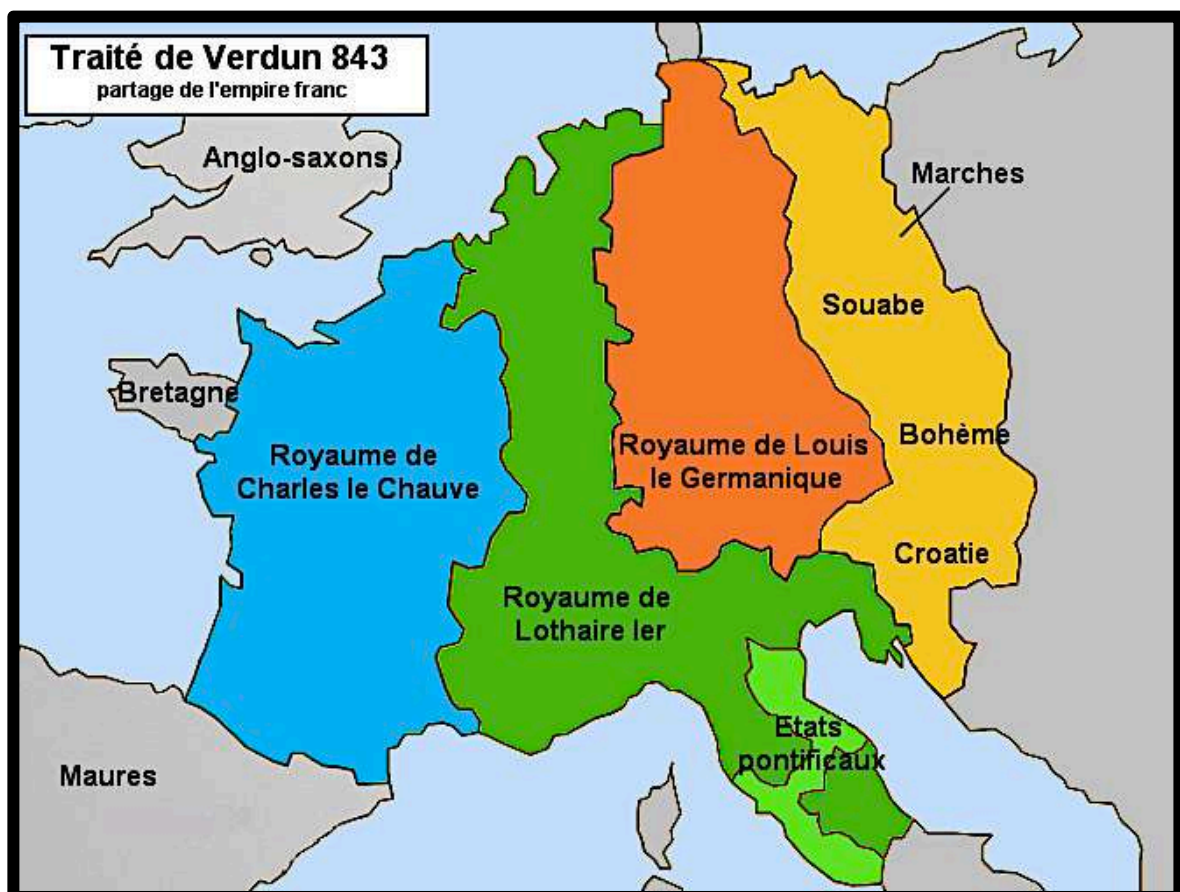
Ce traité d'apparence anodine, et normal pour l'époque, a déterminé tout le destin de l'Europe.



*1946, n° 738
Charlemagne*



*France, 1982, n° 2208
Le traité de Verdun de 843*



Le partage du traité de Verdun de 843 (extrait de Wikipedia)

En ce qui concerne la Belgique actuelle, l'Escaut forme la frontière entre la France à l'ouest et la Lotharingie à l'est.

La Lotharingie ne survit pas longtemps après la mort de Lothaire I^{er} en 855, et devient rapidement l'objet de la convoitise de ses deux puissants voisins. Après d'incessantes guerres, entrecoupées d'éphémères trêves, le territoire de l'actuelle Belgique à l'est de l'Escaut va vers 925 à l'empereur allemand, celui à l'ouest de l'Escaut à la France. Cette dernière partie devient le comté de Flandre, et le premier comte dont les documents prouvent officiellement l'existence est Baudouin I^{er} Bras de Fer, vers la deuxième moitié du 9^e siècle. Les premiers comtes de Flandre profitent de la faiblesse de leurs suzerains français pour étendre leur pouvoir, entre autres sur l'Artois.

L'empereur Otton I^{er}, empereur de 962 à 973, confère l'autorité de grandes parties de son territoire à des membres de sa famille ou à des fidèles. La Lotharingie est divisée en Haute-Lotharingie et Basse-Lotharingie, qui deviennent des duchés séparés.

C'est cette Basse-Lotharingie qui donnera naissance à de nombreuses entités plus ou moins indépendantes de nos régions, comme les duchés de Brabant et de Limbourg, les comtés de Hainaut et de Luxembourg, la principauté de Liège, etc.

En ce qui concerne Liège, Notger en devient le premier prince-évêque en 985, une fonction qui va perdurer jusqu'en 1794.



*1954, n° 754
Le prince-évêque Notger*



*1980, bloc 56
Millénaire de la principauté de Liège*



1980, n°s 1987/1989

Millénaire de la principauté de Liège

Un des personnages les plus célèbres de l'époque est Godefroid de Bouillon, duc de Basse-Lotharingie. Il devient l'un des principaux chefs de la première croisade, de 1096 à 1099, et il participe à la prise de Jérusalem en 1099.



1944, n° 662



1946, n° 739

Godefroid de Bouillon

Pendant ce temps, la Flandre se développe et connaît une relative prospérité, grâce à l'action énergique de quelques comtes de Flandre, dont la puissance continue à croître.

- Baudouin VI de Flandre (1067-1070), également comte de Hainaut (1051-1070).
- Robert II de Flandre (1093-1111), qui participe lui aussi à la première croisade.
- Philippe d'Alsace (1168-1191), qui fait construire le château des comtes à Gand.
- Baudouin IX de Flandre (1194-1205), également comte de Hainaut. Il participe en 1202 à la quatrième croisade, et est nommé empereur de Constantinople en 1204.



1968, n° 1448

Sceau de Baudouin VI de Flandre



1946, n° 740

Robert II de Flandre



1947, n° 752

Philippe d'Alsace



*1946, n°s 741 & 742
Baudouin IX de Flandre,
empereur de Constantinople*

Dans la partie orientale de la Belgique actuelle, le territoire est de plus en plus morcelé en de nombreux duchés, comtés, marquisats et principautés.

- Il y a le marquisat de Namur, dont le personnage le plus important est Philippe I^{er} le Noble (1196-1212). Frère de Baudouin de Constantinople, il assure la régence de Flandre et de Hainaut pendant l'absence de son frère et après sa mort, de 1202 jusqu'en 1211.



*1947, n° 755
Philippe I^{er} le Noble, marquis de Namur*

- Il y a le comté de Hainaut, qui passe de mains en mains au gré des aventures guerrières ou matrimoniales.

- Il y a le duché de Limbourg, qui sera absorbé par le Brabant en 1288.

- Il y a le duché de Brabant, qui gagne en importance, surtout avec le duc Jean I^{er} de Brabant (1267-1294), qui annexe le Limbourg, après avoir évincé les autres candidats à la bataille de Worringen, près de Cologne, en 1288. Son fils et successeur, Jean II de Brabant (1294-1312) consolide l'oeuvre de son père.



*1994, n° 2552
Jean I^{er} de Brabant*



*1994, n° 2554
La bataille de Worringen en 1288*



*1947, n° 751
Jean II de Brabant*

Pendant ce temps, quelques grands rois de France (Philippe-Auguste, de 1180 à 1223), Louis IX (de 1226 à 1270) et Philippe IV le Bel (de 1285 à 1314) regardent avec convoitise vers la Flandre, dont ils envient la prospérité. Les villes de Bruges et de Gand sont parmi les plus importantes d'Europe, et le conflit est inévitable.

C'est d'abord Bruges qui entre en insurrection contre Philippe le Bel. Le 18 mai 1302, la noblesse française est massacrée par le peuple, conduit par Jan Breydel et Pieter De Coninck : ce sont les "matines brugeoises". Le roi, voulant venger cet affront, envoie une armée, qui est battue à Courtrai le 11 juillet 1302, lors de la bataille des Éperons d'or.



*1987, n° 2258
Statue de Jan Breydel et Pieter De Coninck à Bruges*

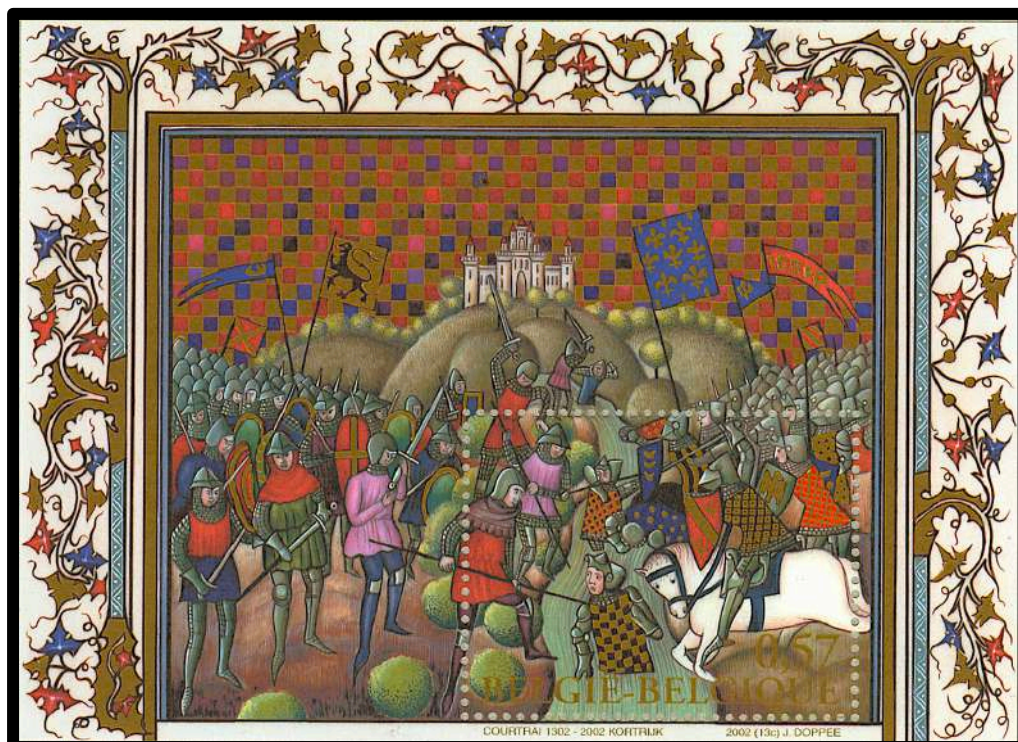


1977, n° 1857



2002, n°s 3088/3089

La bataille des Éperons d'or, à Courtrai en 1302



2002, bloc 96

La bataille des Éperons d'or, à Courtrai en 1302

Les comtes de Flandre Robert de Béthune (1305-1322) et Louis de Nevers (1322-1346) parviennent à faire la paix avec les successeurs de Philippe le Bel. Bruges est en déclin, mais Gand, qui vit de l'industrie drapière, atteint son apogée vers 1330. Cependant, le roi d'Angleterre Édouard III interdit en 1336 l'exportation des laines anglaises vers la Flandre. C'est alors que Jacques d'Artevelde, un membre de la haute bourgeoisie gantoise, a une idée géniale pour éviter la ruine menaçante. Il incite la Flandre à ne plus reconnaître la maison de Valois comme la dynastie légitime en France, mais de reconnaître Édouard III comme roi de France, puisque celui-ci est le petit-fils de Philippe le Bel (sa mère, Isabelle de France, fille de Philippe le Bel, avait épousé Édouard II d'Angleterre).

La laine anglaise revient à Gand, mais l'initiative de Jacques d'Artevelde a donné une impulsion nouvelle à la guerre de Cent ans ! Jacques d'Artevelde n'est pas longtemps remercié par la population gantoise : il est assassiné en 1345.



*1944, n° 665
Jacques d'Artevelde*



*Carte maximum de 1948, avec le timbre n° 783
Statue de Jacques d'Artevelde à Gand*

Le dernier comte de Flandre de la maison de Dampierre est Louis de Male (1346-1384). Basculant continuellement entre les Français et les Anglais, recherchant la neutralité du comté, il connaît une grande popularité. Il assure l'avenir de la Flandre en mariant en 1369 sa fille Marguerite au duc de Bourgogne Philippe le Hardi.

Un personnage qui joue un rôle important au XIV^e siècle, dans l'interminable conflit entre la France et l'Angleterre, est Guillaume I^{er} le Bon, comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande de 1304 à 1337. Il choisit le camp anglais, et il marie sa fille Philippa de Hainaut en 1328 à Edouard III, qui venait de monter sur le trône en Angleterre.



*1947, n° 753
Guillaume I^{er} le Bon*

La période bourguignonne (1384-1477)

En 1384 s'éteint Louis de Male, le comte de Flandre. Il est le dernier de la dynastie des Dampierre. Son héritier est son beau-fils Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Les contrées, qui formeront plus tard la Belgique, et qui étaient gouvernées depuis longtemps par les mêmes familles, tombent maintenant entre les mains des puissances étrangères.

Les Wittelsbach de Bavière s'installent dans le Hainaut, en Hollande, en Zélande et en Frise. Les Luxembourg de Bohême s'approprient le Brabant, le Limbourg et le Luxembourg, tandis que la Flandre et l'Artois tombent aux mains des ducs de Bourgogne.

Entre ces dynasties se développe une âpre lutte pour le territoire et la domination. Les Wittelsbach et les Luxembourg jouissent du soutien des empereurs allemands du Saint-Empire, tandis que les ducs de Bourgogne, qui sont des princes français, profitent de la démence du roi Charles VI et de la guerre de Cent Ans pour développer leur influence en France et créer les Pays-Bas bourguignons.

La maison de Bourgogne parvient finalement à l'emporter sur celle des Wittelsbach et des Luxembourg. Elle se rend progressivement maître des diverses principautés des Pays-Bas, et annexe l'un après l'autre le Hainaut, la Zélande, la Hollande, le Brabant, le Luxembourg, la principauté épiscopale de Liège, les duchés de Gueldre et de Clèves, et les évêchés de Cambrai et d'Utrecht.

Les ducs de Bourgogne Philippe le Hardi, Jean sans Peur et surtout Philippe le Bon font preuve d'un sens diplomatique très aigu et ils suivent une politique matrimoniale très astucieuse. Le résultat en est que vers 1450, à l'apogée de son règne, Philippe le Bon est devenu le souverain le plus puissant d'Europe. On l'appelle avec respect le "Grand Duc d'Occident".



1959, n° 1107

Armes de Philippe le Bon, entourées de la Toison d'or.

Louis de Male (1330-1384)

Comte de Flandre

I

I

I

I

I

Marguerite de Male (1350-1405) ----- x ----- Philippe le Hardi (1342-1404)

Duc de Bourgogne

I

I

I

I

I

Jean sans Peur (1371-1419)

Duc de Bourgogne de 1404 à 1419

I

I

I

I

I

Philippe le Bon (1396-1467)

Duc de Bourgogne de 1419 à 1467

I

I

I

I

I

Charles le Téméraire (1433-1477)

Duc de Bourgogne de 1467 à 1477

I

I

I

I

I

Marie de Bourgogne (1457-1482)



1941, n° 578
Philippe le Bon



1941, n° 580
Charles le Téméraire



Luxembourg, 1996, n° 1340
Marie de Bourgogne

Philippe le Bon

Philippe le Bon, fils unique du duc de Bourgogne Jean sans Peur et de Marguerite de Bavière, est né le 31 juillet 1396. Son père, entièrement accaparé par la politique française et la lutte entre les Bourguignons et les Armagnacs, lui confie déjà en 1411 le gouvernement de la Flandre et de l'Artois.



1949, nr. 818



1959, nr. 1102

Philippe le Bon

Lorsque son père est assassiné à Montereau, le 10 septembre 1419, à l'instigation du dauphin de France, Philippe, pour se venger, s'allie à l'Angleterre, et pendant une quinzaine d'années, le royaume de France est réduit à un territoire minuscule, coincé entre les armées anglaises et bourguignonnes. Il faudra l'intervention inespérée de Jeanne d'Arc pour sauver le royaume.

Devenu le souverain le plus puissant d'Europe, Philippe prend en 1435 ses distances avec l'Angleterre, et signe avec le roi de France Charles VII le traité d'Arras, ce qui lui rapporte des nouveaux territoires.

Essayant depuis lors de suivre une politique de neutralité et de pacification, les Pays-Bas bourguignons connaissent une période d'épanouissement culturel et économique sans précédent.

Deux fois veuf, il se remarie en 1430 avec Isabelle de Portugal. C'est à l'occasion de ce mariage, à Sluis, qu'il instaure l'Ordre de la Toison d'or, un ordre de chevalerie destiné à souligner le faste de son règne et à maintenir les titulaires sous son emprise en les liant ainsi à sa personne.

Philippe le Bon meurt le 15 janvier 1467 à Bruges, à l'apogée de la puissance bourguignonne : les territoires très étendus jouissent de la paix, d'une économie florissante et d'un faste culturel inégalé. Rien ne laisse présager que l'édifice bourguignon va s'écrouler dix ans plus tard.



1941, n° 578



France, 1969, n° 1587

Philippe le Bon



1991, n° 2409

Philippe le Bon et Isabelle de Portugal



Portugal, 1991, bloc 80

L'émission commune Belgique-Portugal montre les portraits de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal, d'après un tableau conservé au musée de Gand. Ce tableau est lui-même une copie d'une oeuvre qui était d'abord conservée au Louvre, et qui se trouve actuellement à Dijon.

L'on suppose cependant que les portraits de l'oeuvre originale ne sont pas ceux de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal, mais ceux de son fils Charles le Téméraire et de sa deuxième épouse Isabelle de Bourbon. Les écussons de la copie gantoise, que l'on retrouve sur les timbres, sont bien ceux de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal, mais ils ont été ajoutés postérieurement et ne se retrouvent pas sur l'oeuvre originale !

Charles le Téméraire

Charles le Téméraire est né à Dijon le 10 novembre 1433, fils unique de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal.

Veuf à l'âge de... 13 ans, il se remarie en 1454 avec Isabelle de Bourbon, dont il aura une fille, qui sera Marie de Bourgogne. Sa jeunesse se déroule surtout aux Pays-Bas, suite à d'incessants conflits avec son père, et la réconciliation n'a lieu qu'en 1465. Philippe, vieillissant, lui confie alors le gouvernement, avec le titre de lieutenant-général des États bourguignons.

Il adhère à la "Ligue du Bien public", qui regroupe de nombreux grands seigneurs français opposés à la politique centralisatrice du roi Louis XI. Une première bataille, à l'issue indécise, l'oppose en 1465 à Montlhéry à ce roi, qui l'avait pourtant soutenu dans son interminable conflit avec son père.



1941, n° 580



1959, n° 1103

Charles le Téméraire

Devenu duc de Bourgogne à la mort de son père en 1467, un de ses premiers actes est la punition impitoyable de la ville de Liège, qui était entrée en rébellion. Il oblige son ennemi Louis XI, qui avait incité Liège à se révolter, à assister à la destruction de la ville. C'est ici que se situe le fait d'armes connu sous le nom de *l'épisode des six cents Franchimontois* : une milice venue du pays de Franchimont essaie pendant la nuit de surprendre le duc de Bourgogne dans son campement, mais ils sont découverts et périssent tous. En fait, ces "600 hommes" ne furent jamais plus qu'une poignée de volontaires décidés mais mal inspirés.



1968, n° 1449
Les "600 Franchimontois"



1967, n° 1432
Marguerite d'York

Devenu à nouveau veuf en 1465, il se remarie en 1468 avec Marguerite d'York.

Les années 1470-1477 se caractérisent par la lutte incessante entre l'impétueux duc de Bourgogne et le rusé roi de France. Manquant de diplomatie, Charles ne parvient pas à nouer des alliances solides, et se retrouve de plus en plus esseulé face à Louis XI, qui tisse patiemment sa toile d'araignée. Voulant réunir ses États de Bourgogne et des Pays-Bas, Charles le Téméraire se heurte aux Lorrains et aux Suisses, que Louis XI soutient en sous-main.

Il perd deux batailles importantes contre les Suisses en 1476 (à Granson le 2 mars 1476 et à Morat le 22 juin 1476). Esseulé, à court d'argent, il essuie une défaite définitive contre le duc de Lorraine, à Nancy, le 5 janvier 1477. Cette défaite, où il laisse la vie, signifie la fin de la puissance bourguignonne.



France, 1945, n° 743
Le roi Louis XI



France, 1969, n° 1616
Entrevue à Péronne entre Louis XI et Charles le Téméraire (1468)



Suisse, 1976, n° 1006
Granson



France, 1977, n° 1943
Bataille de Nancy, où Charles le Téméraire trouve la mort le 5 janvier 1477



Suisse, 1976, n° 1007
Morat

Marie de Bourgogne

Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire et d'Isabelle de Bourbon, est née le 13 février 1457 à Bruxelles.

Elle se trouve placée dans une situation très délicate, suite à la défaite et à la mort de son père, début 1477. Louis XI fait main basse sur la Bourgogne, qui, en l'absence d'un successeur mâle, revient de droit à la couronne française, le roi de France en étant officiellement le suzerain.



Luxembourg, 1996, n° 1340



Pays-Bas, 2013, n° 3021

Marie de Bourgogne

Profitant de son avantage, il essaie par la même occasion de s'appropriier la Picardie, l'Artois et le Hainaut.

Marie de Bourgogne, aux abois, fait appel aux États-généraux des Pays-Bas, qui lui accordent son appui, en échange de lourdes concessions envers les provinces : c'est le "*Grand Privilège*", signé à Gand le 11 février 1477. Le Grand Conseil de Malines, déjà créé en 1473 par Charles le Téméraire, devient définitivement l'institution judiciaire suprême des Pays-Bas.



1973, n° 1681

Le Grand Conseil de Malines

Cet appui freine les appétits de Louis XI, et dans le Nord, Marie de Bourgogne ne perd finalement qu'Arras et Liège. Mais Marie comprend parfaitement que, sans appuis extérieurs, elle n'est pas de taille à résister aux appétits du roi de France, ni aux tendances autonomistes des provinces des Pays-Bas. C'est pourquoi elle se marie le 19 août 1477 à Gand avec Maximilien d'Autriche, le fils de l'empereur du Saint-Empire Frédéric III de Habsbourg.

Maximilien met fin à la guerre de succession de Bourgogne en battant l'armée française à Guinegate le 7 août 1479.

Depuis son mariage, Marie de Bourgogne s'en remet entièrement à son époux pour les questions de gouvernement. Le 6 mars 1482, elle fait une chute de cheval lors d'une chasse à Wijnendale, et elle décède à Bruges le 27 mars 1482. Elle laisse deux enfants en bas âge : Philippe (le futur Philippe le Beau) et Marguerite (la future Marguerite d'Autriche).



*Carte maximum de 1981 avec le timbre n° 2019
Gisant de Marie de Bourgogne à Bruges (Oeuvre de Jan Borreman et Pieter de Beckere vers 1500)*

Les premiers Habsbourg (1477-1555)



Charles le Téméraire



Frédéric III de Habsbourg



Marie de Bourgogne



Maximilien d'Autriche

X



Ferdinand d'Aragon



Isabelle la Catholique

X

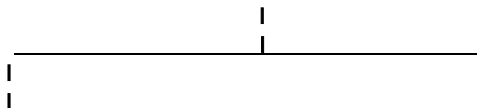


Philippe le Beau



Jeanne la Folle

X



Charles Quint



Ferdinand I^{er}

Maximilien d'Autriche

Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur du Saint-Empire Frédéric III de Habsbourg et d'Éléonore de Portugal, est né à Wiener-Neustadt, en Autriche, le 22 mars 1459. Son mariage le 19 août 1477 avec Marie de Bourgogne est favorable aux deux parties : Marie y trouve la sécurité et le soutien contre l'appétit du roi de France, et l'ambitieuse famille des Habsbourg entre de plein pied dans les hautes sphères de la politique européenne.



1959, nr. 1104



*Liechtenstein, 1982, n° 750
Maximilien d'Autriche*



Autriche, 1996, n° 2030

Après la mort de Marie en mars 1482, Maximilien est reconnu par les États-généraux comme régent des provinces des Pays-Bas, au nom de son fils Philippe, mais dès 1483, stimulées en cela par l'infatigable Louis XI, ces provinces entrent en rébellion contre le régent.

Maximilien doit lutter pendant des années contre les provinces des Pays-Bas, qui veulent accroître leurs privilèges et obtenir une autonomie aussi large que possible. Ce n'est que lorsque Maximilien et le roi de France Charles VIII concluent finalement la paix en 1493 que les Pays-Bas, épuisés, reconnaissent enfin l'autorité de Maximilien d'Autriche.

Devenu chef de la maison de Habsbourg à la mort de son père Frédéric III, le 19 août 1493, Maximilien rentre en Autriche et remet le gouvernement des Pays-Bas à son fils Philippe le Beau. Maximilien devra cependant encore attendre jusqu'en 1508 avant de recevoir la couronne impériale du Saint-Empire.

Mais Philippe le Beau meurt à Burgos en 1506, et c'est son fils Charles – le futur Charles Quint – qui lui succède. Maximilien est une fois de plus nommé régent, cette fois-ci de son petit-fils Charles. Mais, restant en Autriche, il nomme sa fille Marguerite d'Autriche – donc la tante de Charles Quint – gouverneur des Pays-Bas.

Maximilien d'Autriche meurt le 12 janvier 1519 à Wels, en Autriche.



*Burundi, 1971, n° 466
Maximilien d'Autriche, d'après Albrecht Dürer*



*Autriche, 2019, n° 3293
Maximilien d'Autriche*



*Autriche, enveloppe premier jour de 1969 avec le timbre n° 1132
Maximilien d'Autriche en armure*

Philippe le Beau

Philippe le Beau, fils de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne, est né à Bruges le 22 juin 1478. Officiellement souverain des Pays-Bas depuis la mort de sa mère en 1482, il reste sous la régence de son père jusqu'en 1494. Elevé à Malines, il s'écarte dès sa majorité de la politique de son père, qui avait toujours suivi une ligne très anti-française, et essaie de maintenir la neutralité des Pays-Bas, face à la France et à l'Angleterre.

Il obtient la sympathie de la France en acceptant de rendre hommage au roi Charles VIII pour la Flandre et l'Artois et en signant en 1498 le traité de Paris, par lequel il renonce définitivement à la Bourgogne. Et il reste en bons termes avec l'Angleterre en lui accordant de grandes facilités dans son commerce de la laine avec les Pays-Bas.



1959, n° 1105



1996, n° 2661

Philippe le Beau

Il se marie le 20 octobre 1496, à Lierre, avec Jeanne, la fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille. Ce mariage allait déterminer l'avenir de l'Europe occidentale, car Jeanne était l'héritière des territoires espagnols, qui devaient donc à leur tour tomber entre les mains des Habsbourg.

À la mort de sa belle-mère Isabelle de Castille en 1504, il se fait proclamer à Bruxelles roi de Castille, au grand mécontentement de son beau-père Ferdinand, qui briguit une régence prolongée.

C'est pour officialiser ce titre de roi de Castille qu'il se rend en 1506 en Espagne. Ferdinand accepte le fait accompli du bout des lèvres, mais après trois mois, Philippe meurt à Burgos, le 25 septembre 1506. Il avait à peine 28 ans.

Il a été le dernier souverain à gouverner personnellement les Pays-Bas. Après lui, l'autorité sera toujours exercée par l'intermédiaire de gouverneurs, au nom de souverains étrangers.

Jeanne de Castille (dite Jeanne la Folle)

Fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, "Los Reyes Católicos", Jeanne naquit à Tolède le 6 novembre 1479. Son mariage, le 20 octobre 1496, allait changer le cours de l'histoire européenne.

Reconnue par les Cortes héritière de Castille en 1502, elle devient la reine de Castille, lors du décès de sa mère en 1504.

La mort de son époux Philippe le Beau la fait sombrer dans le désespoir le plus profond, allant jusqu'à la folie, qu'elle ne parvient jamais à surmonter. Son père la place sous bonne garde au château de Tordesillas, où elle reste cloîtrée jusqu'à sa mort, le 12 avril 1555. Son fils, Charles Quint, ne se soucie que peu ou pas de sa triste destinée.

En dix années d'un mariage heureux, elle met six enfants au monde, dont le futur Charles Quint (1500) et le futur empereur Ferdinand I^{er} de Habsbourg (1503).



1941, n° 577



1996, n° 2662

Jeanne de Castille, dite Jeanne la Folle



Espagne, 2005, n° 3795

Marguerite d'Autriche

Fille de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne, et donc soeur de Philippe le Beau, Marguerite naquit à Bruxelles le 10 janvier 1480.

Très convoitée dans les politiques matrimoniales européennes, elle est d'abord promise en 1482 au dauphin de France, le futur Charles VIII. Elle a deux ans...

Rendue à son père, elle épouse d'abord Jean d'Aragon en 1497, mais elle est déjà veuve après six mois. Elle épouse ensuite Philibert II de Savoie en 1501, mais est à nouveau veuve en 1504. Elle ne devait plus jamais se remarier.

En mars 1507, son père Maximilien lui confie le gouvernement des Pays-Bas. Elle siège à Malines, qui devient pour longtemps la véritable capitale des Pays-Bas. Elle gouverne avec zèle et sagesse, sans jamais négliger les intérêts familiaux.

Son but principal est toujours de favoriser les intérêts dynastiques des Habsbourg, louvoyant entre Louis XII de France et Henri VIII d'Angleterre.

Lorsque son neveu Charles Quint est déclaré majeur en 1515, elle se retire, mais elle est déjà rappelée en 1518 par Charles Quint, obligé de se rendre en Espagne.

Son principal succès est l'élection en 1519, à grands coups de pots-de-vin, de son neveu Charles comme empereur du Saint-Empire, contre son rival le roi de France François I^{er}.

Elle est l'artisan, en 1529, avec Louise de Savoie, la mère du roi de France, de la *Paix des Dames*, qui met provisoirement fin à l'interminable conflit entre Charles Quint et François I^{er}.

Charles Quint lui donnant carte blanche, elle gouverne les Pays-Bas jusqu'à sa mort le 1^{er} décembre 1530.

Son gouvernement a été une période de quiétude et de prospérité pour les Pays-Bas. Elle protégea les arts et la littérature, ouvrant la voie au triomphe de la Renaissance en Flandre.



1941, n° 579



1980, n° 1973

Marguerite d'Autriche

Charles Quint

Fils de Philippe le Beau et de Jeanne de Castille, Charles est né à Gand le 24 février 1500. Grâce à l'habile politique matrimoniale de ses parents et grands-parents, il cumule en quelques années l'héritage de trois dynasties, devenant ainsi le souverain du plus grand empire que le monde ait connu :

- En 1515, il est reconnu majeur, et devient souverain des Pays-Bas, héritage de son père Philippe le Beau qui décéda en 1506.
- En 1516, lors de la mort de son grand-père Ferdinand d'Aragon, il hérite de l'Espagne, de l'immense empire colonial espagnol, et de grandes parties de l'Italie.
- En 1519, lors du décès de son autre grand-père Maximilien d'Autriche, il hérite de l'Autriche et est élu empereur du Saint-Empire.



1955, n° 964



Angola, 2000, n° 1437

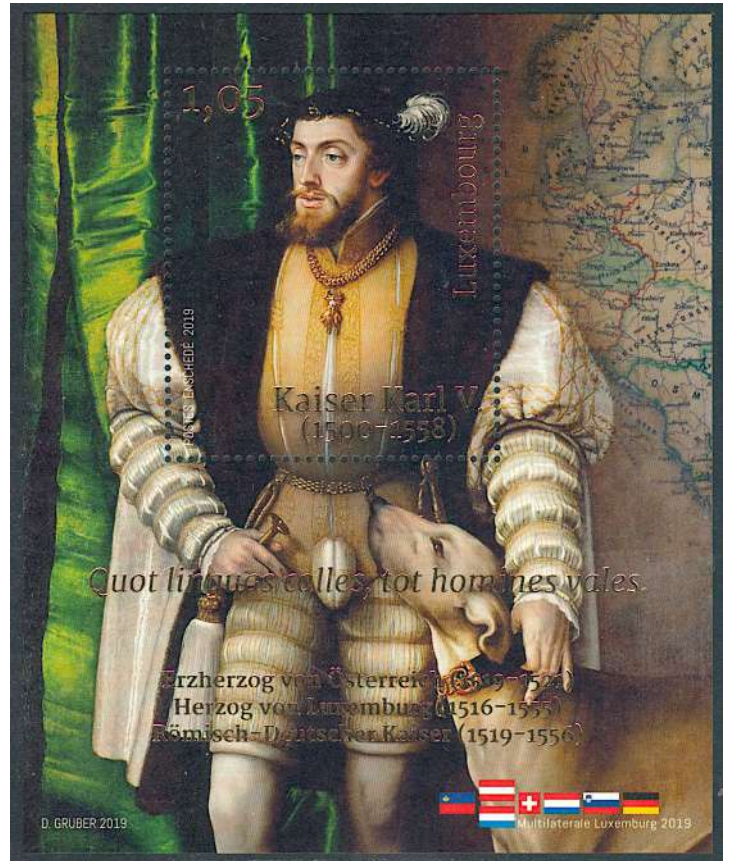


Espagne, 1958, n°s 913 & 917
L'enfance et la jeunesse de Charles-Quint



Pays-Bas, carte maximum de 2000 avec le timbre n° 1748
Le jeune Charles Quint

2019 : Émission commune Autriche-Luxembourg
Luxembourg, F2155 et Autriche F3337



Charles-Quint comme archiduc d'Autriche,
duc de Luxembourg
et empereur du Saint-Empire romain germanique

Maître d'un empire "où le soleil ne se couche jamais", et disposant d'un potentiel illimité en hommes et en revenus, il nourrit l'ambition de devenir le fondateur d'un empire chrétien universel, renouant avec l'ancienne idée romaine de "l'imperium mundi".

Mais dans cette ambition il se heurte rapidement à deux problèmes :

- Un problème interne. L'énorme étendue de ses domaines est plutôt une source de fragilité que de force : des populations multiples, possédant des cultures, des langues et des religions diverses et fort souvent divergentes, des intérêts opposés et des moyens de communications primitifs font que l'indispensable sentiment d'unité est très éloigné.
- Un problème externe : la grande pierre d'achoppement aux ambitions impériales est la France, qui se retrouve coincée entre les territoires des Habsbourg (Espagne, Pays-Bas, et l'Empire austro-allemand) et qui tente par tous les moyens de rompre cet isolement.



Espagne, 1979, n° 2198



Luxembourg, 2000, n° 1444



1949, nr. 819



1941, nr. 576



1959, n° 1106



*Espagne, 1958, n°s 915 & 919
Charles Quint à son apogée*



2000, n°s 2887/2888 & Espagne, 2000, n°s 3264/3265 (émission conjointe)
Charles Quint à son apogée

Le roi de France François I^{er} perd la bataille de Pavie en 1525, et est fait prisonnier par Charles Quint. Il doit accepter l'humiliant traité de Madrid en 1526, mais à peine libéré, il renie sa signature, ses promesses et ses concessions, et la guerre reprend. Louise de Savoie, mère de François I^{er}, et Marguerite d'Autriche, tante de Charles Quint, font preuve de plus de bon sens, et parviennent en 1529 à faire signer par ces souverains la *"Paix des Dames"*.

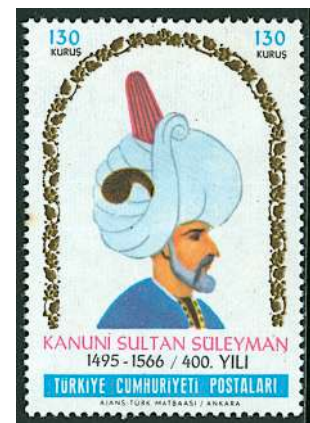
Mais François I^{er} trouve rapidement de nouveaux alliés : le roi d'Angleterre Henri VIII, le pape Clément VII et même Soliman, le sultan de l'Empire ottoman. La guerre reprend de plus belle, et après trente ans de guerres, entrecoupées de courtes trêves rarement respectées, il n'y a pas de véritable vainqueur, et Charles Quint doit ranger définitivement ses ambitions d'un empire chrétien universel.



France, 1967, n° 1518
François I^{er}



Grande-Bretagne, 1997, n° 1935
Henri VIII
Les principaux adversaires de Charles Quint



Turquie, 1966, n° 1794
Soliman le Magnifique

Une autre source de déception pour Charles Quint se situe sur le plan religieux : il est lui-même un souverain farouchement catholique, mais il doit assister à la naissance et au progrès rapide du protestantisme, surtout en Allemagne et aux Pays-Bas.



*France, 1983, n° 2256
Martin Luther*



*Sarre, 1951, n° 295
Luther et Calvin*



*France, 1964, n° 1420
Jean Calvin*

Les opposants religieux de Charles Quint

Il parvient à vaincre la Ligue de Smalkalde, une coalition de princes protestants, lors de la bataille de Mühlberg en 1547, mais, malgré une répression intense et intolérante, il ne réussit pas à extirper le protestantisme, et il est même obligé de faire d'importantes concessions envers l'Église réformée, en signant la paix d'Augsbourg en 1555.



Espagne, 1958, n°s 914 & 918



*2000, bloc 85
Charles Quint à la bataille de Mühlberg (1547)*

Malade, déçu et découragé, il abdique en 1555, et se retire en 1556 dans le monastère de Yuste, en Extrémadure, où il meurt le 21 septembre 1558.



*Espagne, 1958, n°s 916 & 920
Charles Quint, aigri et déçu à la fin de sa vie*



Équateur, 1958, P.A. n°s 334/335

Charles Quint, aigri et déçu à la fin de sa vie



Vatican, 1946, n° 138



Uruguay, 2000, n° 1935

Charles Quint, aigri et déçu à la fin de sa vie



1955, n° 965



1955, n° 966

L'abdication de Charles Quint (1555)

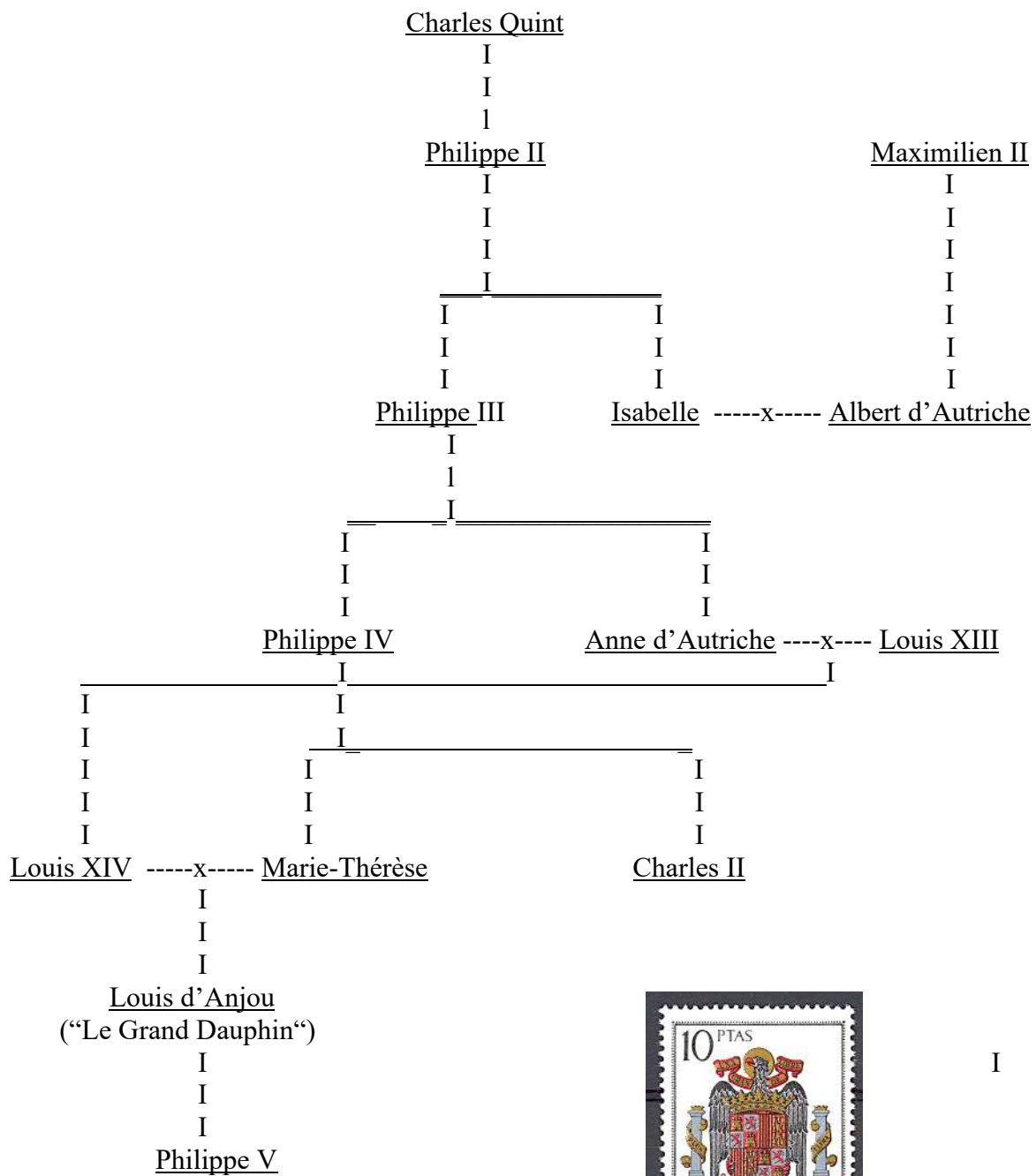


*Espagne, 2001, n° 3386C
Caricature de Charles Quint*



*Espagne, 1965, n°s 1349/1351
Le monastère de Yuste, où Charles Quint passa ses dernières années*

La domination espagnole (1555-1713)



Espagne, 1966, n° 1392

Philippe II

Fils de Charles Quint et d'Isabelle de Portugal, Philippe II est né à Valladolid le 21 mai 1527.

Le 25 octobre 1555, Il reçoit de son père le gouvernement des territoires des Pays-Bas, et le 16 janvier 1556 celui des territoires espagnols et italiens.

Son éducation rigide en Espagne lui donne une conception très élevée de son rôle de souverain, au service de la suprématie espagnole, indissolublement jointe à celle de l'Église catholique. Son sens du devoir et sa piété sont cependant contrebalancés par le côté ombrageux, méfiant et irrésolu de son caractère.



*Espagne, carte maximum de 1961 avec le timbre n° 1062
Philippe II*



Espagne, 1961, n° 1062



Espagne, 1979, n° 2199



Espagne, 1998, n° 3121



Mexique, 1979, P.A. n° 514

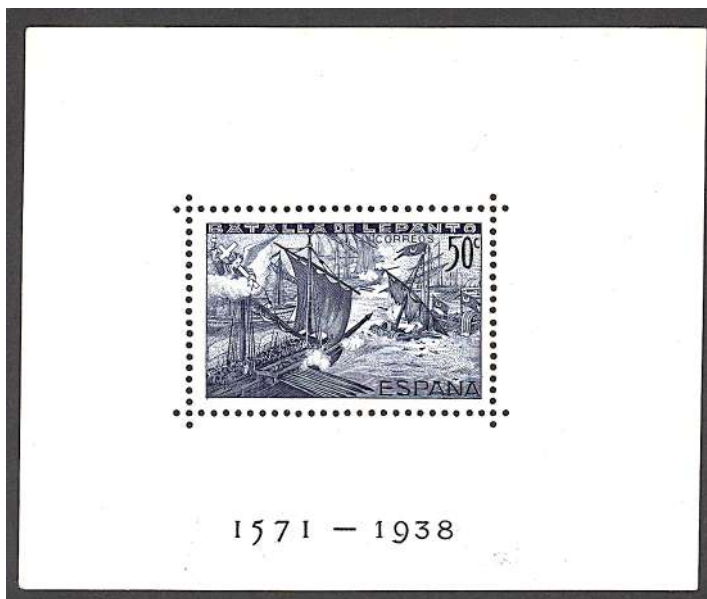


Bhoutan, 2000, n° 1590

Philippe II

Son long règne a été une guerre incessante sur tous les fronts de l'Europe, engendrant une banqueroute économique et financière pour l'Espagne à la fin du XVI^e siècle.

Peu de temps après son accession au trône, son zèle religieux le mène à déclarer la guerre à la puissance ottomane, en 1559. La Sainte Ligue, conçue par lui entre l'Espagne, la papauté, Gênes et Venise, obtient une grande victoire navale à Lepante, en 1571, avec la destruction de la flotte ottomane par l'armada de la Sainte Ligue, commandée par Don Juan.



*Espagne, 1938, bloc 14
La bataille de Lepante en 1571*



Espagne, 1971, n° 1709



Monaco, 1972, n° 870

En plus de son activité contre la puissance ottomane, Philippe II ordonne dès le début de son règne à ses capitaines Emmanuel-Philibert de Savoie, le comte d'Orange, Egmont et Hornes de continuer la guerre contre la France, qui sévissait déjà sous Charles Quint. La paix de Cateau-Cambrésis, signée en 1559, apporte une trêve, mais les hostilités reprennent avec l'avènement du roi Henri IV en France. La France déclare en 1595 la guerre à l'Espagne, et conclut une alliance avec l'Angleterre et les Provinces-Unies. Philippe II est obligé en 1598 de signer le traité de Vervins, qui est désastreux pour l'Espagne.

Les relations avec l'Angleterre sont plutôt bonnes au début, depuis le mariage de Philippe II en 1554 avec la très catholique Marie Tudor. Mais après l'accession au trône de la reine Elisabeth en Angleterre, les relations se détériorent rapidement, surtout après l'exécution de la catholique Marie Stuart. Philippe II envoie en 1588 une énorme flotte pour envahir l'Angleterre, mais cette *Invincible Armada* est entièrement détruite.



Grande-Bretagne, 1988, n°s 1319/1323
La victoire anglaise sur l'Invincible Armada

Dans les Pays-Bas également, Philippe II fait preuve d'un manque total de clairvoyance. Son intransigence politique - il veut y imposer une suprématie espagnole totale - et son intolérance religieuse - il souhaite extirper la Réforme de ses territoires - mène vers 1566 à l'insurrection des Pays-Bas. La sanglante répression du duc d'Albe engendre en 1579 la sécession des provinces du Nord, qui proclament leur indépendance sous le nom de Provinces-Unies.

Le seul succès militaire de Philippe II se situe au Portugal. Le duc d'Albe parvient en 1580 à conquérir le Portugal, qui devient pour 60 ans une simple province espagnole, avec Philippe II comme souverain.

Il meurt dans son palais de El Escorial le 13 septembre 1598.



Espagne, 2001, n° 3386G
Caricature de Philippe II

Les gouverneurs-généraux

À partir de Charles Quint, puis sous la domination espagnole et autrichienne, les Pays-Bas sont gouvernés au nom du souverain - qui séjourne en Espagne ou en Autriche - par son représentant, avec le titre de gouverneur-général (en néerlandais : landvoogd).

Nous avons déjà parlé de la première à remplir cette fonction : [Marguerite d'Autriche](#), la tante de Charles Quint, jusqu'en 1530.

Son successeur est la sœur de Charles Quint, [Marie de Hongrie](#). Elle gouverne les Pays-Bas depuis sa cour de Bruxelles de 1531 à 1555, et malgré ses opinions plutôt tolérantes et bienveillantes, elle se met entièrement au service de son frère, obligée de suivre l'intransigeance religieuse de Charles Quint. Marie de Hongrie protège et stimule les études des humanistes, les sciences et les arts, et sa période fait de la Flandre un des grands centres de la science européenne.

Quittant le pouvoir en même temps que son frère, en 1555, son successeur est [Emmanuel-Philibert de Savoie](#), nommé par Philippe II. Excellent chef de guerre, il obtient contre la France les victoires de Saint-Quentin (1557) et de Gravelines (1558), mais après la signature du traité de Cateau-Cambrésis en 1559, il repart pour la Savoie.



*Italie, 1928, n°s 214, 216 & 222
Emmanuel-Philibert de Savoie*

Puis vient le tour de [Marguerite de Parme](#). Fille bâtarde de Charles Quint, elle passe sa jeunesse en Italie, à Parme et à Rome, jusqu'à ce que Philippe II l'appelle en 1559 pour succéder à Emmanuel-Philibert de Savoie, comme gouverneur des Pays-Bas.

Les premières années, elle suit aveuglément les directives de Philippe II, conseillé en cela par le cardinal Granvelle. Celui-ci avait déjà été le secrétaire d'État de Charles Quint, et il est placé à côté de Marguerite de Parme pour la conseiller et la contrôler. Son influence atteint son point culminant à partir de 1561, quand il est nommé cardinal-archevêque de Malines.

Mais pendant ce temps, le mécontentement gronde de plus en plus aux Pays-Bas, face à l'intransigeance et l'intolérance de Philippe II. Les Pays-Bas étaient très attachés à une certaine autonomie locale. La tradition séculaire de cette relative autonomie engendre un vif mécontentement lorsqu'ils sont confrontés à des lois, des décrets et des ordonnances promulgués en Espagne par un roi qui est pour eux un étranger, qu'ils ont beaucoup de peine à reconnaître comme "leur" souverain. C'est dans cet esprit que de nombreux nobles, parmi lesquels Guillaume d'Orange, Egmont et Hornes, forment le *Compromis des Nobles* dans le but d'atténuer l'attitude intolérante de Philippe II envers la Réforme.



1941, n° 575
Marguerite de Parme



1961, n° 1188
Cardinal Granvelle

Mais Philippe II, ne voulant accepter aucun compromis religieux, rappelle Marguerite de Parme en 1567 et la remplace par [Fernando Álvarez de Toledo, duc d'Albe](#). Inflexible et impitoyable envers les nobles rebelles et les hérétiques, il institue une véritable terreur dans les Pays-Bas, avec comme point culminant l'exécution des comtes Egmont et Hornes à Bruxelles, le 5 juin 1568.



1990, n° 2388
Lamoral, comte d'Egmont (musique de Beethoven)

Cette politique de terreur instituée par le duc d'Albe fait que la population vit dans une continuelle angoisse : le moindre soupçon de protestantisme ou de sentiment anti-espagnol mène inexorablement à la condamnation par le “*Conseil des Troubles*”, que le peuple nomme - à juste titre - le “*Conseil du Sang*”. Cette politique coûte beaucoup d'argent, et les Pays-Bas croulent sous les impôts.

L'attitude du duc d'Albe met le feu aux poudres : la révolte, qui grondait depuis longtemps, devient une véritable guerre contre l'Espagne. La première grande manifestation contre l'Espagne et son intégrisme catholique avait été la crise iconoclaste (le “*Beeldenstorm*”) de 1566. Avec Albe, c'est la révolte ouverte, dont Guillaume d'Orange prend la tête. Les rebelles prennent le nom de “gueux”, en réponse au mépris affiché par les autorités espagnoles : “ce ne sont que des gueux”.



Pays-Bas, 1933, n°s 249/252
Guillaume d'Orange



Grenade, 2001, n° 3833



Pays-Bas, 1984, n° 1226

Guillaume d'Orange

Guillaume d'Orange commence par subir plusieurs défaites, mais l'intolérance espagnole lui procure de plus en plus d'appuis, et en 1572 il connaît ses premiers succès : la prise de Brielle (Den Briel) par les gueux de mer, et sa reconnaissance comme “stadhouder” en Hollande, Zélande et Utrecht.

Le duc d'Albe est rappelé fin 1573, et remplacé par [Luis de Requesens](#), qui se montre beaucoup plus conciliant et compréhensif, mais dont la marge de manoeuvre est très mince à cause des directives de Madrid. Les négociations avec les rebelles échouent parce que Requesens reçoit l'interdiction de faire la moindre concession religieuse ou politique. Requesens meurt inopinément à Bruxelles le 5 mars 1576.

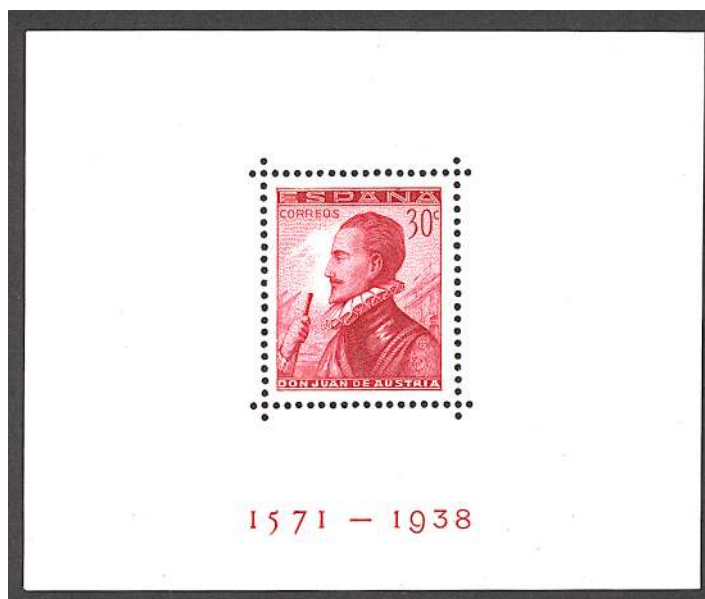
Le successeur de Requesens est [Don Juan d'Autriche](#). Fils illégitime de Charles Quint, il s'était déjà illustré en détruisant la flotte ottomane à la bataille de Lepante en 1571.



Espagne, 1976, n° 1955
Requesens



Espagne, 1971, n° 1708
Don Juan d'Autriche



Espagne, 1938, bloc13

Nommé en 1576 gouverneur-général des Pays-Bas, il est confronté dès son arrivée à une situation très difficile : les soldats espagnols, non payés et mal nourris, s'étaient mutinés et avaient pillé et brûlé la ville d'Anvers le 4 novembre 1576 (la *Furie espagnole*). Devant cette conduite inqualifiable de l'armée espagnole, les provinces du Nord et du Sud des Pays-Bas essaient de s'accorder en dépit des divergences religieuses et politiques, et signent quatre jours plus tard, le 8 novembre 1576, la *Pacification de Gand*.



1976, n° 1824
400^e anniversaire de la Pacification de Gand
Effigie de Guillaume d'Orange



1978, n° 1896
400^e anniversaire de l'Édit perpétuel
Effigie de Don Juan

Dans un geste d'apaisement, Don Juan signe le 12 février 1577 l'*Édit perpétuel*, où il accepte toutes les clauses de la Pacification de Gand, sauf l'abandon du catholicisme. Cette restriction réduit l'Édit perpétuel à un chiffon de papier, et les divergences s'accroissent entre le Nord, où les rebelles triomphent et qui est en grande majorité protestant, mais où la liberté de culte est acceptée, et le Sud, qui reste entre les mains des Espagnols, et où le catholicisme est la seule religion autorisée. La guerre se rallume avec une nouvelle intensité.

Complètement abandonné par Philippe II, laissé sans appuis militaires, logistiques et financiers, Don Juan meurt à Bouge, près de Namur, le 1^{er} octobre 1578. Philippe II avait depuis Lepante toujours été jaloux des succès militaires de son demi-frère, qu'il détestait.



1964, n° 1310
Le jeune Alexandre Farnèse

Le successeur de Don Juan comme gouverneur-général des Pays-Bas est [Alexandre Farnèse](#), le fils de Marguerite de Parme. Grand chef militaire et diplomate avisé, il parvient à se concilier la bonne volonté des provinces du Sud, en leur promettant l'amnistie et la sauvegarde de leurs privilèges. Ces provinces du Sud signent le 6 janvier 1579 l'Union d'Arras, où elles se déclarent fidèles au roi d'Espagne et au catholicisme. La réponse du Nord ne se fait pas attendre : les provinces du Nord signent deux semaines plus tard, le 23 janvier 1579, l'Union d'Utrecht, qui officialise leur sécession. Les sept provinces du Nord proclament leur indépendance, sous le nom de Provinces-Unies, avec Guillaume d'Orange comme chef incontesté. Il est assassiné le 10 juillet 1584 par Balthazar Gerards, un catholique fanatique.



Pays-Bas, 1979, n° 1103
400^e anniversaire de
l'Union d'Utrecht

L'Union d'Arras et celle d'Utrecht forment la base de la rupture définitive entre le Nord et le Sud des Pays-Bas : le Sud deviendra plus tard la Belgique, le Nord les Pays-Bas, en tant que pays indépendants.

Cela ne signifiait pas la fin de la guerre : Alexandre Farnèse entreprend à partir de 1583 une grande offensive vers le Nord. Partant de la Flandre et du Brabant, il s'empare d'Ypres, de Bruges et de Gand en 1584, et de Bruxelles en 1585. Il met le siège devant Anvers, où le bourgmestre Philippe de Marnix de Sainte-Aldegonde lui offre le 17 août 1585 la capitulation de la ville.

Farnèse remonte vers le Nord, mais sa progression est stoppée par Philippe II, qui a besoin de toutes ses forces, d'abord dans sa malheureuse expédition vers l'Angleterre, avec *l'Invincible Armada*, ensuite pour participer à la guerre civile en France. Alexandre Farnèse meurt le 3 décembre 1592 à Arras.



1964, n° 1287



1998, n° 2776

Philippe de Marnix de Sainte-Aldegonde



Pays-Bas, 1938, n° 304

Une période faste : Albert et Isabelle

À Alexandre Farnèse succède Ernest d'Autriche, le fils de l'empereur Maximilien II. Nommé à ce poste nettement contre son gré, il arrive à Bruxelles en janvier 1594, mais il meurt le 21 février 1595, miné par la mélancholie et la dépression.

Le 2 mai 1595, son frère Albert d'Autriche est nommé par Philippe II gouverneur-général des Pays-Bas. C'est le début d'une période heureuse pour ces provinces éloignées de l'Espagne, qui va durer jusqu'à la mort d'Isabelle, l'épouse d'Albert, en 1633.



1941, n° 581



1948, n° 791

L'archiduc Albert d'Autriche



1942, n° 581A

L'archiduc Albert est le fils de l'empereur Maximilien II et de Marie d'Autriche, elle-même la fille de Charles Quint. Albert est donc le petit-fils de Charles Quint. D'abord cardinal de Tolède en 1577 (à 18 ans, sans être prêtre !), il est ensuite vice-roi du Portugal de 1581 à 1595.

Peu de temps avant sa mort, Philippe II signe le 6 mai 1598 l'*Acte de cession*, par lequel il cède l'entière souveraineté des Pays-Bas méridionaux à sa fille Isabelle.



1941, n° 582



1948, n° 790

L'archiduchesse Isabelle



1942, n° 582A

Isabelle et Albert se marient à Valence le 18 avril 1599. Ensemble, ils s'évertuent à améliorer le sort de ces provinces, qui avaient été jusqu'alors surtout un territoire occupé, théâtre d'infinies campagnes militaires. L'économie, le commerce et l'infrastructure connaissent un grand essor. Fervents catholiques, mais tolérants, ils stimulent les initiatives de la Contre-réforme, ce qui engendre le triomphe de l'art baroque. Véritables mécènes, ils permettent à Rubens d'atteindre le sommet de son art.

En politique étrangère, Albert et Isabelle font preuve de réalisme : ils sont les promoteurs de la paix de Vervins (1598) entre la France et l'Espagne, ils récupèrent la ville d'Ostende en 1604, et surtout, ils signent le 9 avril 1609 la *Trêve de Douze ans*, un cessez-le-feu entre les Provinces-Unies, les Pays-Bas méridionaux et l'Espagne.

Mais l'Acte de cession de 1598 contenait une clause qui allait s'avérer catastrophique pour les Pays-Bas méridionaux : si le couple Albert et Isabelle meurt sans héritiers, la souveraineté des Pays-Bas méridionaux doit retourner à la couronne espagnole.

C'est ce qui se passe : le couple reste sans enfants, Albert meurt le 13 juillet 1621, et Isabelle, perdant son titre de souveraine, devient donc à nouveau simplement gouverneur-général. Elle meurt le 1^{er} décembre 1633, après avoir dû constater que, malgré tous ses efforts, la Trêve de Douze ans n'est pas prolongée, suite à la mauvaise volonté de l'Espagne.



1942, bloc 17

Albert et Isabelle



1933, n° 371
Albert et Isabelle



1957, n° 1043
Isabelle au "Grand Serment" du
15 mai 1615 (concours d'arbalète)



Albert et Isabelle



Une période sombre : la domination espagnole de 1633 à 1713

Alors que la situation s'améliorait dans les Pays-Bas méridionaux, l'Espagne connaît la régression, s'enfonçant de plus en plus dans une crise politique, économique et financière, à cause de l'extrême médiocrité des rois qui succèdent à Philippe II, et qui confient le royaume à des favoris dont le seul but est de s'enrichir, sans se soucier de la pauvreté de la population et de la déchéance de leur pays. Il est évident que les Pays-Bas méridionaux, redevenus province espagnole en 1621, connaissent cette même évolution.

Il y a d'abord Philippe III, roi de 1598 à 1621. Vertueux, bonasse, pas très intelligent et faible de caractère, il se désintéresse complètement des affaires de l'état, ne s'occupant que de danse, de poésie et de chasse.



*Espagne, 1979, n° 2200
Philippe III*



*Espagne, 2001, n° 3386M
Caricature de Philippe III*

Il laisse les affaires de l'état entièrement entre les mains de son favori, Francisco Gómez de Sandoval y Rojaz, duc de Lerma. Vaniteux, sans vision politique, la corruption règne en maître pendant son ministère : les titres et les charges s'achètent plus qu'ils ne se méritent.



*Espagne, 1962, n° 1102
Francisco Gómez de Sandoval y Rojaz, duc de Lerma*



Nicaragua, 1978, P.A. n° 904

Puis vient son fils, Philippe IV, roi de 1621 à 1665. L'histoire l'a retenu comme un médiocre souverain, mais comme un grand mécène.

Tout comme le duc de Lerma fut le favori de son père, c'est Gaspar de Guzmán, comte-duc d'Olivares, qui est le favori du roi de 1621 à 1643. Ministre tout-puissant, c'est lui qui domine la politique espagnole, aussi bien nationale qu'internationale, pendant 22 ans.

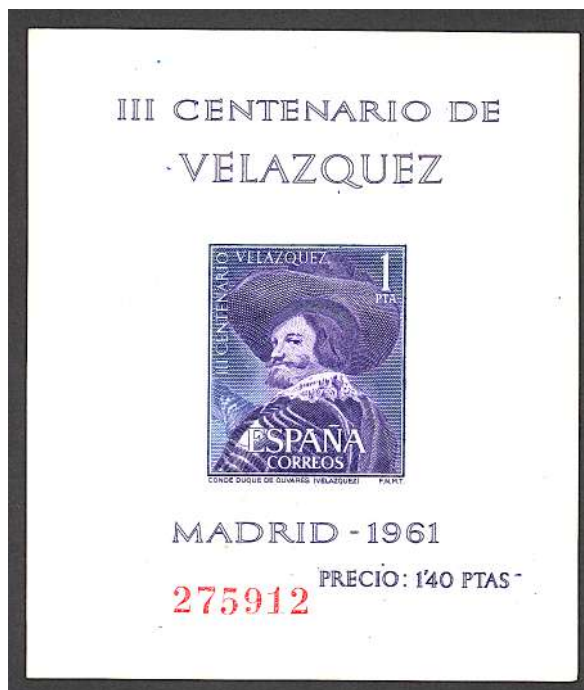


Espagne, 1979, n° 2201



Dominique, 1992, n° 1366

Philippe IV



Espagne, 1961, bloc 22

Gaspar de Guzmán, comte-duc d'Olivares



Espagne, 2002, n° 3481

Caricature d'Olivares et de Philippe IV

La politique extérieure de l'Espagne est catastrophique pendant le règne de Philippe IV. L'Espagne perd le Portugal en 1640, cesse d'être une puissance maritime au profit de l'Angleterre, et doit signer avec la France en 1659 le traité des Pyrénées, qui donne l'Artois et le Roussillon à la France.



Espagne, 1959, n° 938



France, 1959, n° 1223

Le traité des Pyrénées, 1659

La guerre avec les Provinces-Unies reprend en 1621, après une trêve de douze ans. Les succès initiaux sont pour les Espagnols, avec la prise de Breda en juin 1625 par le général Ambrogio Spinola.



*Espagne, carte maximum de 1959 avec le timbre n° 929.
La reddition de Breda en 1625, par Velázquez*

Mais les Hollandais reprennent rapidement le dessus, surtout grâce aux victoires navales remportées par les amiraux Piet Hein et Maarten Tromp, et l'Espagne doit enfin reconnaître l'indépendance des Provinces-Unies, lors de la signature du traité de Westphalie, à Münster, le 30 janvier 1648.



*Allemagne, 1998, n° 1811
Le traité de Westphalie de 1648*



Pays-Bas, 1998, n° 1623

Ce traité, extrêmement favorable aux Provinces-Unies, est catastrophique pour les Pays-Bas espagnols : les frontières étant maintenant définitivement acquises, le Nord ferme la navigation sur l'Escaut à partir du Sud, ce qui provoque le déclin très rapide de la ville d'Anvers.

Le successeur de Philippe IV est son fils Charles II, roi de 1665 à 1700. L'état physique et psychique de ce roi, né le 6 novembre 1661, est lamentable, suite aux mariages consanguins successifs contractés par ses ascendants royaux.

Etant stérile, avec lui s'éteint la branche espagnole de la maison de Habsbourg. Sa vie peut se résumer en une phrase : l'attente de sa mort. Toute l'Europe, surtout la France et l'Autriche, place ses pions pour prendre la succession. Il meurt le 1^{er} novembre 1700 : c'est le début de la guerre de Succession d'Espagne.



*Espagne, 1979, n° 2202
Charles II*



*Espagne, 2002, n° 3484
Caricature de Charles II*

Pendant ce temps, les Pays-Bas méridionaux connaissent une période noire : ils sont administrés par des gouverneurs-généraux de la noblesse espagnole, qui viennent dans le Nord contre leur gré, et chez qui toute motivation fait défaut, en l'absence d'une politique efficace de Madrid.

Après la mort d'Isabelle en 1633, il y a d'abord [Ferdinand d'Autriche](#), gouverneur-général de 1634 à 1641. Connu sous le nom de cardinal-infant (il fut nommé cardinal-archevêque de Tolède à l'âge de dix ans), il est confronté dès le début à une lutte sur deux fronts : au Nord, contre les Provinces-Unies, au Sud contre la France de Louis XIII et Richelieu.

Malgré sa bonne volonté et son talent militaire, et après quelques succès initiaux, le manque de soutien de la part de l'Espagne l'oblige à se limiter à des actions défensives. Il meurt à Bruxelles le 9 novembre 1641.



Tanzanie, 1992, n° 1007



*Espagne, 1962, n° 1099
Ferdinand d'Autriche, le cardinal-infant*



Maldives, 2000, n° 3082

Les successeurs de Ferdinand d'Autriche sont tous, sans exception, de pâles et piètres figures, qui viennent pendant quelques années se remplir les poches dans cette province espagnole, loin au Nord. La liste de ces gouverneurs-généraux ne contient pas de véritables grands noms :

- Francisco de Melo (1641-1643)
- Manuel de Castel Rodrigo (1643-1647)
- Leopold-Guillaume d'Autriche (1647-1656)
- Juan d'Autriche (1656 - 1659)
- Luis de Benavides Carrillo y Toledo, marquis de Caracena (1659-1664)
- Francisco de Moura y Cortereal, marquis de Castel Rodrigo (1664-1668)
- Íñigo Fernández de Velasco y Tovar (1668-1670)
- Juan-Domingo de Zuñiga y Fonseca, comte de Monterey (1670-1675)
- Le duc Carlos de Villahermosa (1675-1680)
- Alexander Farnèse, duc de Parme (1680-1682)
- Othon Henri, marquis de Grana (1682-1685)
- Francisco de Agurto, marquis de Gastañaga (1685-1691)
- Le prince Maximilien-Emmanuel de Bavière (1691-1701)
- Le marquis Isidro de Bedmar (1701-1704)
- Ensuite de nouveau le prince Maximilien-Emmanuel de Bavière, dans une période de chaos total, suite à la guerre de Succession d'Espagne, jusqu'à la paix d'Utrecht en 1713.



*Luxembourg, 1986, n° 1094
Juan-Domingo de Zuñiga y Fonseca, comte de Monterey, gouverneur-général de 1670 à 1675*



*France, 1944, n° 615
Le prince de Condé,
Le vainqueur de Rocroi en 1643*

Pendant ce temps, la misère et la désolation règnent dans les Pays-Bas méridionaux, qui sont pendant trois quarts de siècle la scène principale des guerres entre les grandes puissances.

- Il y a d'abord la guerre d'une coalition franco-hollandaise contre l'Espagne. La bataille principale est celle de Rocroi, le 19 mai 1643, où Condé écrase une nouvelle fois l'armée espagnole.

- Il y a ensuite la signature du traité de Westphalie, en 1648, très avantageux pour les Provinces-Unies, mais désastreux pour les Pays-Bas méridionaux, à cause de la fermeture de l'Escaut.

- Les Pays-Bas méridionaux sont ensuite le champ de bataille de la guerre civile française, le gouverneur-général espagnol ayant malencontreusement pris le parti de la Fronde contre Mazarin.

- Lors du traité des Pyrénées, signé le 7 novembre 1659 entre la France et l'Espagne, cette dernière doit céder l'Artois à la France, amputant ainsi une nouvelle fois le territoire des Pays-Bas méridionaux.

- Puis vient la guerre de Dévolution, en 1667-1668 : Louis XIV, ayant épousé Marie-Thérèse, la fille du roi d'Espagne Philippe IV, fait valoir ses droits sur les Pays-Bas méridionaux. La campagne de Flandre de 1667 est une suite de victoires pour l'armée française, commandée par Turenne. La guerre se termine par le traité d'Aix-la-Chapelle du 2 mai 1668, où l'Espagne doit à nouveau céder de grandes parties du territoire à la France, dont Courtrai, Audenarde, Ypres et Tournai.



*France, 1968, n° 1563
300^e anniversaire du
traité d'Aix-la-Chapelle de 1668*



*France, 1944, n° 617
Louis XIV*



*France, 1960, n° 1258
Turenne*

- Puis vient la guerre de Hollande, de 1672 à 1678. Elle oppose la France, dont l'immuable souhait est d'annexer définitivement tous les Pays-Bas méridionaux, aux Provinces-Unies, qui de leur part ne veulent pas voir un voisin français trop puissant à leur frontière méridionale. Cette guerre, dont le territoire de l'actuelle Belgique est une fois de plus le champ de bataille, se termine à l'avantage des Hollandais, lors de la paix de Nimègue, signée le 17 septembre 1678. La France doit restituer une partie de son territoire (Courtrai, Charleroi, Audenarde) à l'Espagne, à qui l'on a à peine demandé son avis, mais y gagne la Franche-Comté, Maubeuge et Valenciennes.

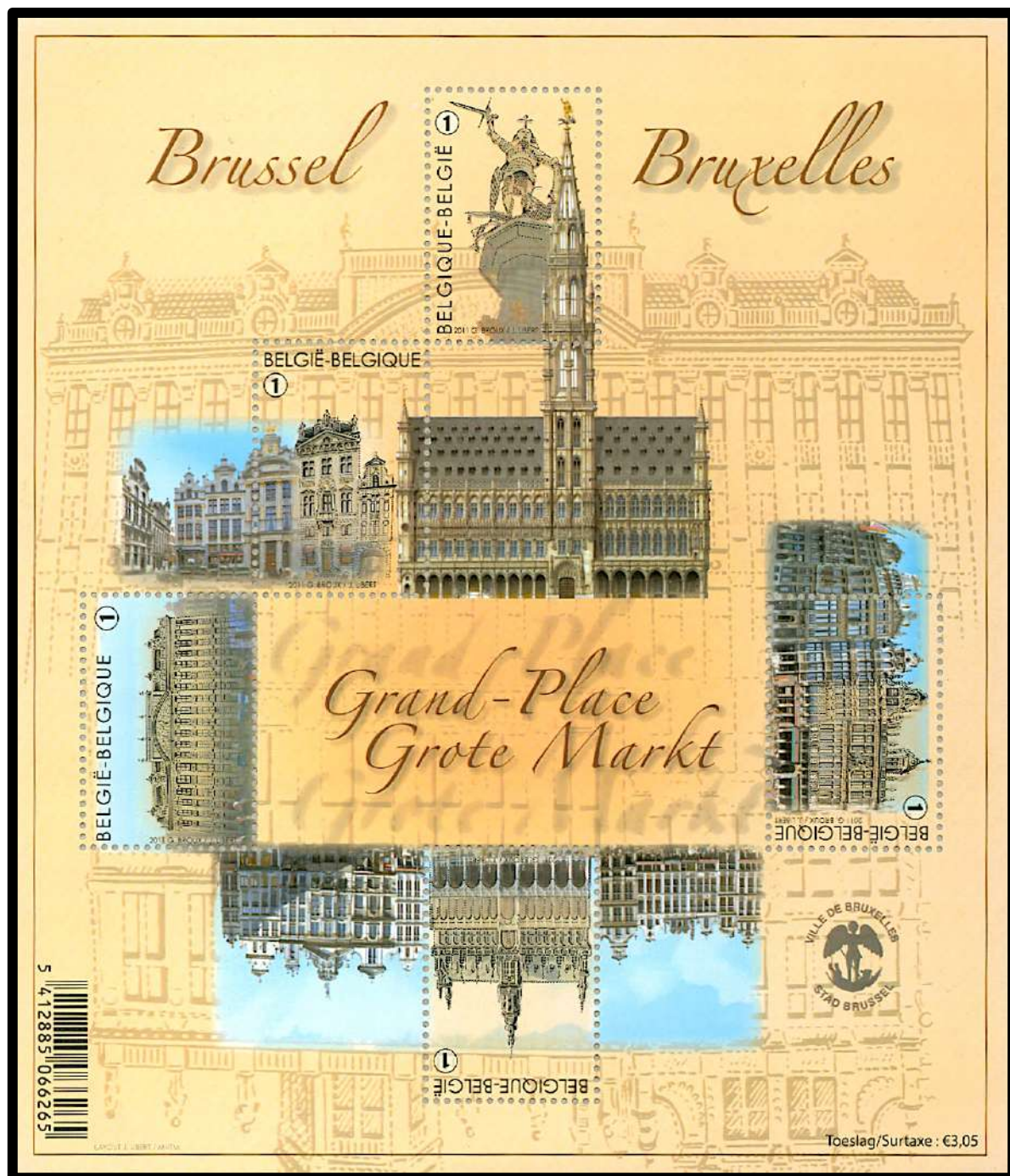


*France, 1978, n° 2015
300^e anniversaire du traité de Nimègue de 1678, qui donne la Franche-Comté, Maubeuge
et Valenciennes à la France*



France 1978, n° 2016

- Et ce n'est pas fini : de 1687 à 1697 sévit, toujours avec les Pays-Bas méridionaux comme principal champ de bataille, la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Hanté par son idée fixe d'annexer les Pays-Bas méridionaux, Louis XIV reprend les hostilités en 1688, mais il se heurte à une coalition européenne, la Ligue d'Augsbourg, soucieuse de freiner les appétits français. La guerre entre la France et cette coalition, constituée principalement des Provinces-Unies, de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Autriche et de la Savoie, se déroule une fois de plus dans les Pays-Bas méridionaux, avec des hauts et des bas pour chaque côté. En août 1685, la ville de Bruxelles est dévastée par un bombardement intensif de la part des Français, commandés par le maréchal Villeroy. La Grand'Place de Bruxelles est entièrement détruite, et son aspect actuel est le résultat d'une reconstruction rapide et uniforme.



2011, bloc 193
Reconstruction de la Grand'Place de Bruxelles après le bombardement de 1685

Cette nouvelle guerre se termine par le traité de Ryswyck, signé le 20 septembre 1697, qui met provisoirement fin à l'impérialisme français. Louis XIV accepte de restituer la plus grande partie des Pays-Bas méridionaux à l'Espagne, mais avec l'arrière-pensée de reprendre le tout, après avoir mis son petit-fils sur le trône d'Espagne.

Les Pays-Bas méridionaux sont un véritable champ de ruines, avec une population appauvrie, une économie exsangue, des finances dans un état lamentable et une infrastructure délabrée. Et le pire est encore à venir : la guerre de Succession d'Espagne...

La guerre de Succession d'Espagne (1701-1713)

Le roi Charles II, débile et maladif, avait désigné comme successeur Philippe, duc d'Anjou, le petit-fils du roi de France Louis XIV. Cependant, à la mort du roi d'Espagne le 1^{er} novembre 1700, deux familles se font face : les Bourbon, avec Philippe d'Anjou, qui se fait nommer roi sous le nom de Philippe V, et les Habsbourg, avec Charles, le fils de Léopold I^{er}, empereur du Saint-Empire et archiduc d'Autriche. Charles deviendra plus tard l'empereur Charles VI.



Espagne, 1978, n° 2139



Autriche, 1908, n° 101

Les deux prétendants au trône d'Espagne : Philippe d'Anjou, qui sera le roi Philippe V d'Espagne, et Charles de Habsbourg, futur empereur Charles VI d'Autriche

Rapidement, deux coalitions vont s'opposer pendant plus de dix ans : d'un côté la France, l'Espagne et la Bavière, de l'autre côté le Saint-Empire et l'Autriche (qui ont le même souverain), l'Angleterre et les Provinces-Unies. Ces deux dernières nations, soucieuses de maintenir l'équilibre en Europe, veulent à tout prix éviter de concéder l'hégémonie européenne à un axe Paris-Madrid.

La victoire et l'avantage sur le terrain change souvent de camp. La coalition européenne peut cependant compter sur deux grands chefs militaires : pour l'Angleterre le duc de Marlborough, pour les Habsbourg le prince Eugène de Savoie. Grâce à leurs talents militaires, ils remportent plusieurs victoires sur la France, comme à Blenheim, en Bavière (1704), Audenarde (1708) et Malplaquet (1709).



Luxembourg, 1986, n° 1097

Le duc de Marlborough



Autriche, 2010, n° 2682

Le prince Eugène de Savoie

Finalement, après dix années de guerres incessantes, toute l'Europe est épuisée. En France, les caisses de l'état sont vides, et Louis XIV, qui meurt un peu plus tard, en 1715, va laisser à ses successeurs des finances catastrophiques. En Angleterre, le pacifisme progresse : toute l'Europe aspire à la paix. Cette paix allait être signée en 1713 avec les traités d'Utrecht.



*Gibraltar, 2013, n°s 1547/1548
300^e anniversaire du traité d'Utrecht de 1713*

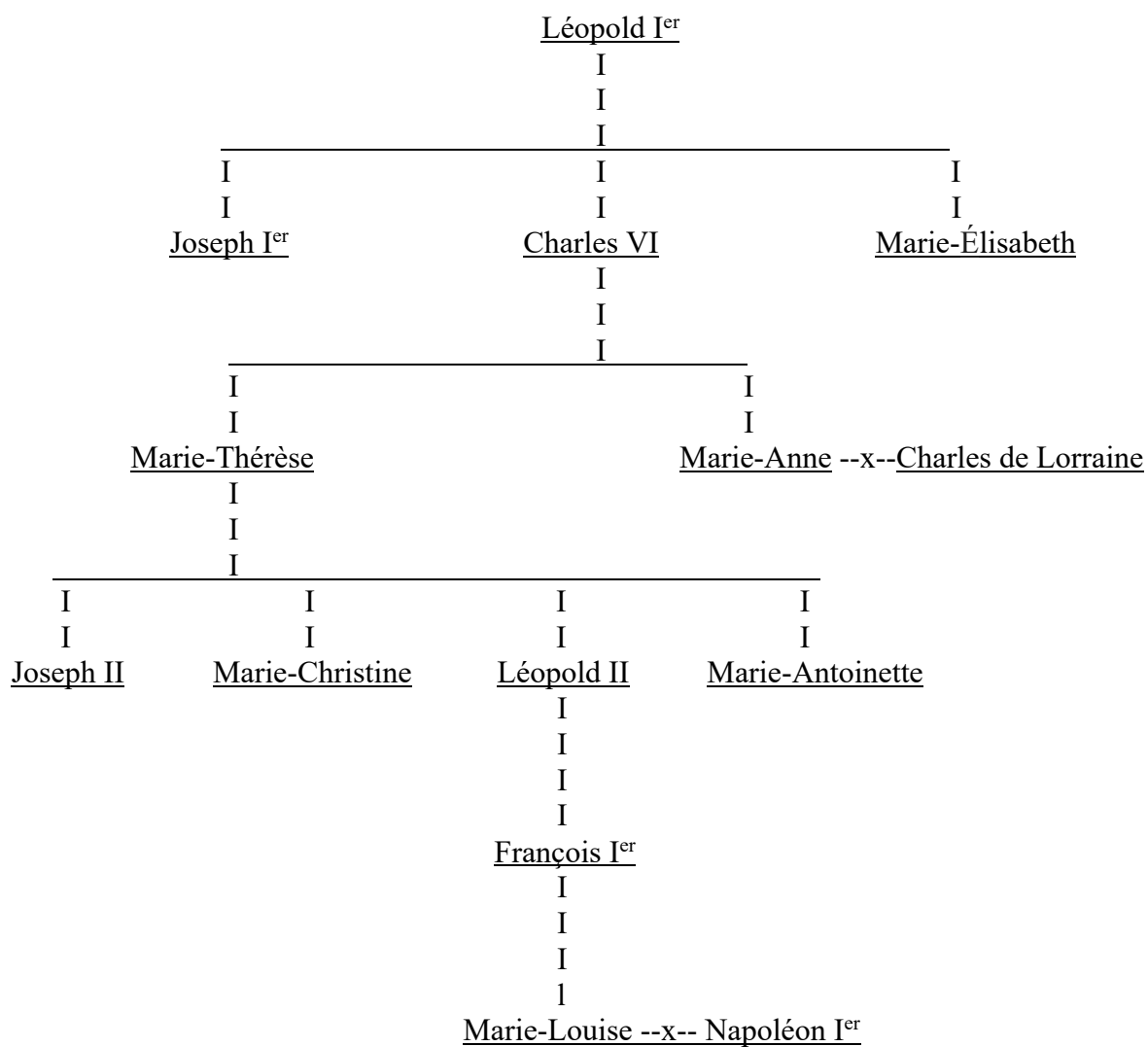
Par ces traités, Philippe V est reconnu roi d'Espagne, mais il doit renoncer à toute prétention pour lui et ses descendants à la couronne de France. L'Espagne renonce définitivement aux Pays-Bas méridionaux qui passent à l'Autriche.

La paix est enfin acquise, mais l'échiquier politique européen est complètement changé :

- L'Espagne devient définitivement une puissance secondaire en Europe.
- La Grande-Bretagne commence à s'affirmer comme la première puissance coloniale.
- La France a sauvé la face, mais le pays est économiquement et financièrement très durement touché.
- L'Autriche assure son rôle prépondérant en Europe pour un siècle.
- Les Provinces-Unies voient s'entamer leur déclin politique et commercial.

De toutes façons, de 1633 à 1713, le bonheur du peuple et la prospérité de l'état n'étaient que des considérations accessoires. La situation allait s'améliorer sous la domination autrichienne.

La période autrichienne (1713-1794)



Autriche, 1916, n° 158



*Autriche, 1996, n° 2025
Marie-Thérèse et Joseph II*

Charles VI

Le traité d'Utrecht de 1713 ayant donné les Pays-Bas méridionaux à l'Autriche, leur souverain devient Charles VI, l'empereur d'Autriche. Monté sur le trône en 1711, il avait été le candidat malheureux de l'Empire au trône d'Espagne, mais en compensation de sa reconnaissance de Philippe V comme roi d'Espagne, il avait reçu la souveraineté sur les provinces du Nord.



Autriche, 1908, n° 101



*Autriche, 1910, n° 119
Charles VI*



Autriche, 1916, taxe n° 47

Toute sa vie, son principal souci sera d'assurer sa succession. C'est la raison de la promulgation, déjà en 1713, de la *Pragmatique Sanction*. Cet édit établit qu'à défaut d'héritiers mâles, la succession reviendrait d'abord aux filles du dernier empereur régnant, c'est-à-dire les siennes.

Les longs efforts de Charles VI pour faire accepter les clauses de cette *Pragmatique Sanction*, aussi bien dans ses propres États que par les nations européennes, déterminent toute la politique et la diplomatie de ce règne.

Tout comme l'Espagne, l'Autriche nomme des gouverneurs-généraux à la tête des Pays-Bas méridionaux, mais il y avait deux grandes différences avec l'Espagne :

- Alors que les gouverneurs-généraux espagnols avaient été des personnages insignifiants, sans le moindre souci du bien-être de la population locale, les gouverneurs autrichiens sont des personnages illustres et compétents.
- Paradoxalement, leur pouvoir est nettement moindre que celui des Espagnols : alors que les rois d'Espagne se désintéressaient complètement du sort de leur lointaine province septentrionale, Vienne y attache beaucoup d'importance, et y envoie des ministres plénipotentiaires, qui exercent le véritable pouvoir au détriment du gouverneur officiel.

Le premier gouverneur-général autrichien est le prince [Eugène de Savoie-Carignan](#). Au service de l'Autriche depuis 1683, il avait participé à la victoire de Vienne contre les Turcs en 1683 et à la reprise de Budapest en 1686. Il s'était particulièrement distingué pendant la guerre de Succession d'Espagne, et en 1717, il reprend les armes contre les Ottomans, et leur reprend Belgrade.

Il est un des plus grands stratèges et généraux de son époque, et en récompense de ses services, Charles VI le nomme gouverneur-général des Pays-Bas en 1716. Il occupe ce poste jusqu'en 1724.



Autriche, 1935, n° 471



*Autriche, 1963, n° 972
Le prince Eugène de Savoie*



Autriche, 1986, n° 1674



Allemagne, 1938, n° 621



Autriche, 1975, n° 1306



Allemagne, 1941, n° 695

Statue équestre du prince Eugène de Savoie, devant la Hofburg de Vienne

Au prince Eugène succède en 1724 la princesse [Marie-Élisabeth](#), la soeur de Charles VI, qui occupe cette fonction jusqu'à sa mort en 1741. Intelligente et pieuse, mais n'acceptant pas d'être contredite, elle combat avec rigueur le jansénisme, mais en même temps elle met en place d'importants programmes pour remédier à la misère de la population. Elle fait entièrement reconstruire la Place Royale de Bruxelles, qui avait été dévastée par un incendie en 1731, où elle faillit perdre la vie.



1992, n° 2488

La Place Royale de Bruxelles, reconstruite par Marie-Élisabeth

Pendant la domination autrichienne, le titre de gouverneur-général des Pays-Bas est un titre prestigieux et hautement honorifique, mais le pouvoir est exercé par les ministres plénipotentiaires autrichiens. Le plus important de ces ministres est [Hercule Joseph Louis Turinetti, marquis de Prié](#). Nommé en 1716, il ne tarde pas à entrer en conflit aussi bien avec la noblesse qu'avec le peuple, à cause de son comportement autoritaire et hautain, ne laissant aucune initiative aux instances locales et ne reconnaissant pas les anciens privilèges. Frans Anneessens, doyen de guilde à Bruxelles, est le principal instigateur d'une émeute contre le marquis de Prié, mais il est condamné à mort et exécuté le 19 septembre 1719.

Le marquis de Prié, qui avait mécontenté tout le monde, est rappelé en 1724, mais il a un grand succès économique à son actif : il est le fondateur, fin 1722, de la *Compagnie d'Ostende*, dont le nom complet est *Compagnie Impériale et Royale établie dans les Pays-Bas Autrichiens*. Le but est de donner à la Compagnie le monopole du commerce avec les Indes orientales et occidentales.

Les bénéfices sont énormes, mais la Prusse, la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies voient leurs intérêts commerciaux menacés. Charles VI, qui a fort à faire pour obtenir de ces pays la reconnaissance de sa *Pragmatique Sanction*, accepte, en contrepartie de cette reconnaissance, d'arrêter dès 1727 les activités de la fructueuse Compagnie d'Ostende, qui est définitivement supprimée en 1731.



*Carte maximum de 1973, avec le timbre n° 1682
250^e anniversaire de la Compagnie d'Ostende*

Marie-Thérèse

À la mort de Charles VI en 1740, c'est sa fille Marie-Thérèse qui monte sur le trône, suivant les clauses de la *Pragmatique Sanction*. Mariée à François de Lorraine, la dynastie régnante devient donc la maison de Habsbourg-Lorraine.

Jeune et inexpérimentée, elle se heurte dès le début à Frédéric II de Prusse, qui vient lui aussi de monter sur le trône. Au mépris de tous les accords et de toutes les promesses, il attaque l'Autriche et s'empare de la Silésie : c'est le début de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748).



Autriche, 1908, n° 102



Autriche, 1910, n° 120



Autriche, 1916, taxe n° 48



(Andreas Moller)



*Autriche, 1980, n°s 1467/1469
(Martin van Meytens)*



(Joseph Ducreux)



Autriche, 1996, n° 2007



Hongrie, 2001, n° 3806



Slovaquie, 2000, n° 337



1949, n° 822

L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche



1972, n° 1656



1941, n° 573



Luxembourg, 1996, n° 1341



Autriche, 2010, n° 2725



*Carte maximum de 1996 avec le timbre du Luxembourg n° 1341.
L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche*

Dans cette guerre de Succession d'Autriche, la Prusse s'allie à la Bavière, la Saxe, et surtout à la France et à l'Espagne, trop heureux d'affaiblir l'empire autrichien, qui pour sa part compte sur le soutien anglais et hollandais. La guerre se déroule surtout dans les Pays-Bas autrichiens, et la bataille principale a lieu le 11 mai 1745 à Fontenoy. L'armée française, commandée par Maurice de Saxe, y bat l'armée anglo-autrichienne.



1995, n° 2600



Irlande, 1995, n° 900



France, 1970, n° 1657

La bataille de Fontenoy de 1745

La guerre est nettement défavorable à l'Autriche, mais celle-ci sauve l'essentiel en 1748 au traité de paix d'Aix-la-Chapelle : elle perd la Silésie au profit de Frédéric II de Prusse, ainsi que ses possessions de Parme, Plaisance et Guastalla en Italie, qui passent aux Bourbon d'Espagne, mais elle récupère l'entièreté des Pays-Bas autrichiens.

Ces Pays-Bas autrichiens sont gouvernés de 1741 à 1780 par [Charles de Lorraine](#), le beau-frère de Marie-Thérèse. C'est enfin, après 1748, une période de paix et de stabilité pour cette région. Bien que Charles de Lorraine n'ait pas de pouvoir politique - celui-ci est toujours exercé par les ministres plénipotentiaires ne devant rendre compte qu'à Vienne - la paix, la prospérité économique et le renouveau culturel régnant aux Pays-Bas autrichiens pendant sa fonction de gouverneur-général lui donnent une immense popularité.



1941, n° 574

Charles de Lorraine, gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens



1949, n° 821

Marie-Thérèse parvient à s'imposer dans ses États grâce à son courage, sa persévérance, sa grandeur d'âme et sa droiture. Se sentant assez forte, elle se lance en 1756 dans une nouvelle guerre contre son ennemi de toujours, Frédéric II de Prusse, afin de récupérer la Silésie. Ce dernier, de son côté, essaie de s'approprier la Saxe.

Le conflit dégénère en une guerre européenne, la guerre de Sept Ans (1756-1763). Il y a d'un côté la Prusse (le roi Frédéric II) et la Grande-Bretagne (les rois George II, puis George III) et de l'autre côté l'Autriche (l'impératrice Marie-Thérèse), la France (le roi Louis XV), la Russie (l'impératrice Élisabeth I^{re}) et l'Espagne (le roi Charles III).



*Allemagne, 2012, n° 2733
Frédéric II de Prusse*

Cette guerre de Sept Ans, qui pour une fois ne se déroule pas dans les Pays-Bas méridionaux, se termine en 1763 par le traité de Paris, qui signifie pour l'Europe pratiquement un statu quo territorial.

À la mort de son époux en 1765, Marie-Thérèse associe son fils et successeur, le futur Joseph II, au gouvernement. La même année, il succède également à son père comme empereur du Saint-Empire.

Marie-Thérèse meurt en 1780, regrettée par tout un peuple. Elle avait eu seize enfants, dont les deux futurs empereurs Joseph II et Léopold II, ainsi que Marie-Antoinette, qui, pour son malheur, épousa le roi Louis XVI de France, et sera guillotinée en 1793.

Joseph II

Joseph II monte sur le trône en 1780. Il se montre un souverain moderne et réformiste, bien que ses réformes, trop brutales, ne soient ni comprises ni acceptées par ses sujets. Il ambitionne la transformation de ses territoires habsbourgeois, où régnait une grande diversité de langues, de cultures et de religions, en un ensemble cohérent, centralisé et bien organisé, suivant en cela l'exemple de Frédéric II de Prusse. Influencé par les idées du Siècle des Lumières, il est souvent plus doctrinaire que diplomate.



Autriche, 1908, n° 103



*Autriche, 1910, n° 121
Joseph II*



Luxembourg, 1981, n° 977

Il promulgue en 1781 l'*Édit de Tolérance*, garantissant la liberté de culte. Cet édit se heurte à de vives résistances de la part de la hiérarchie catholique, qui perd ainsi son officielle suprématie séculaire.



Autriche, 1981, n° 1513



1982, n° 2049

200^e anniversaire de la promulgation de l'Édit de Tolérance

Les réformes entraînent la perte de fonctions et de privilèges séculaires dans l'administration, la noblesse et le clergé, et engendrent la révolution brabançonne de 1789-1790, qui échoue à cause de la mésentente parmi ses leaders. Désabusé et aigri par tant d'incompréhension, Joseph II meurt en 1790.

[La révolution brabançonne de 1789-1790](#)

Les édits de Joseph II, qui inondent les Pays-Bas autrichiens, et qui bouleversent des structures administratives, corporatistes et religieuses séculaires, engendrent le mécontentement qui commence à se manifester dès 1787. Les Pays-Bas autrichiens ont alors comme gouverneur-général la sœur de Joseph II, [Marie-Christine](#). Elle se rend compte de l'impopularité des mesures de son frère et essaie de les atténuer, mais, tout comme ses prédécesseurs, elle ne dispose d'aucun pouvoir politique, celui-ci étant exercé par les ministres plénipotentiaires, qui sont entièrement au service de l'empereur.



1949, n° 820

Marie-Christine, gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens de 1780 à 1792.

Joseph II envoie le comte Ferdinand von Trauttmansdorff-Weinberg comme ministre plénipotentiaire, avec la mission de réprimer militairement la révolte qui gronde.

Sous l'influence de la Révolution française, le mécontentement devient une véritable révolution en juillet-août 1789. Mais il y a deux tendances nettement opposées chez les insurgés :

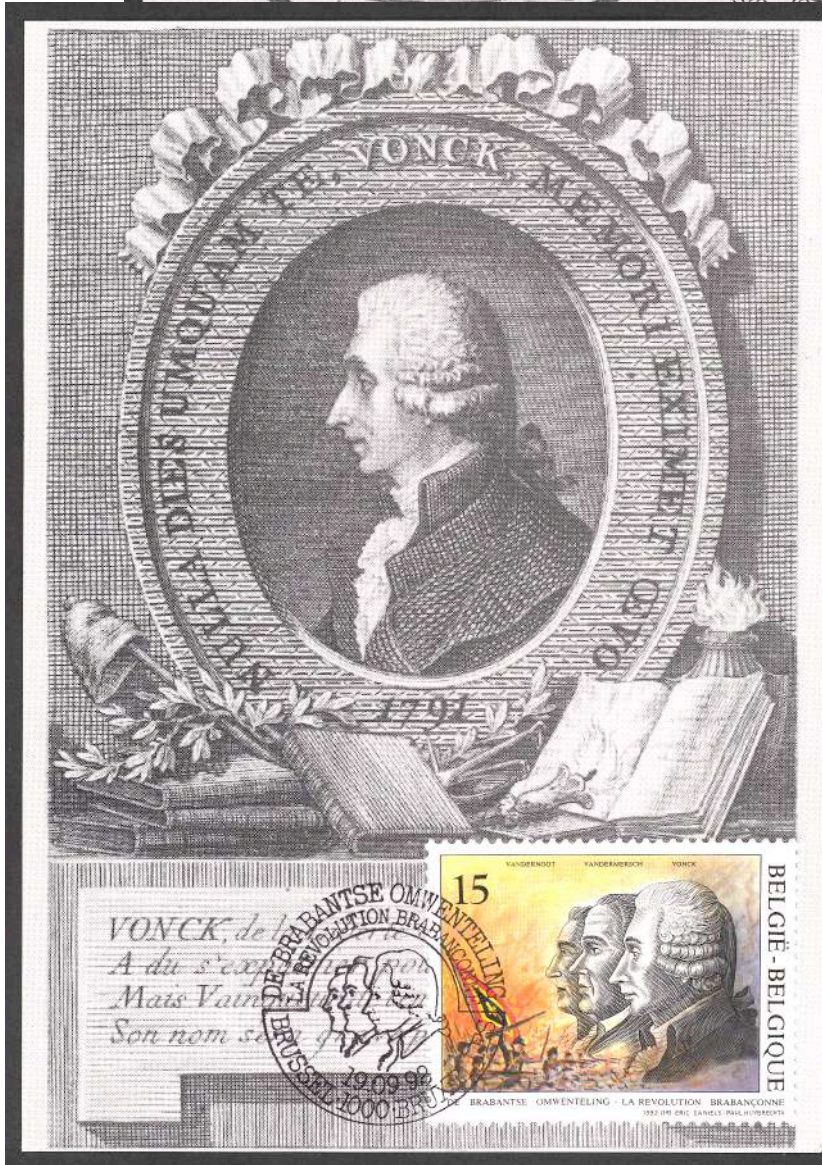
- Les conservateurs, dirigés par [Henri van der Noot](#), qui souhaitent un retour intégral à l'Ancien Régime.
- Les progressistes, dirigés par [Jan Frans Vonck](#), qui militent pour plus de démocratie et pour l'abolition des anciens privilèges.

La rigueur de la réaction autrichienne leur fait oublier temporairement leurs divergences, et ensemble, ils constituent une armée de patriotes, placée sous le commandement de [Jan André van der Mersch](#), pour combattre les forces autrichiennes, commandées par le général d'Alton. Les insurgés, partant de Breda aux Pays-Bas, vont de succès en succès, et prennent Gand, Bruxelles et Namur. Le 18 décembre 1789, le "Comité de Breda" fait son entrée solennelle à Bruxelles. Le 7 janvier 1790, l'indépendance des "*État Beligiques Unis*" est officiellement proclamée.

Mais van der Noot, premier ministre, entre dès le début en conflit ouvert avec Vonck. Toute tentative de réconciliation échoue, et, constatant la division des insurgés, le nouvel empereur Léopold II n'a aucune peine pour reconquérir fin 1790 l'entière du territoire, mettant fin à la Révolution brabançonne et à l'éphémère Belgique indépendante et rétablissant l'Ancien Régime autrichien.



*Henri van der Noot et
Jan André van der Mersch*



*Cartes maximum de 1992,
avec le timbre n° 2482
200^e anniversaire de la révolution
brabançonne de 1789-1790.*

Jan Frans Vonck

À Joseph II succède en 1790 son frère Léopold II. Nettement plus conservateur, il ne règne que deux ans, juste le temps d'annuler la majeure partie des réformes de son frère et d'écraser la révolution brabançonne. Il meurt en 1792.



Autriche, 1908, n° 105



Autriche, 1910, n° 123

Léopold II

Après la mort de Léopold II en 1792, son fils François I^{er} lui succède. Conservateur rétrograde, persuadé d'être empereur par droit divin et donc de pouvoir exercer un pouvoir absolu, il trouve en la France de la Révolution un adversaire de taille. Les premières 23 années de son règne sont occupées par la guerre contre la France d'abord révolutionnaire et ensuite napoléonienne. Les trois premières campagnes de cette longue guerre sont autant d'échecs pour les Autrichiens.



Autriche, 1908, n° 107



Autriche, 1910, n° 125

François I^{er}

Les batailles livrées sur le sol des Pays-Bas autrichiens sont d'abord celles de Jemappes (victoire française, 6 novembre 1792) et de Neerwinden (victoire autrichienne, 18 mars 1793). L'archiduc Charles-Louis, le frère de l'empereur, est nommé en 1793 gouverneur-général des Pays-Bas, mais il sera le dernier à exercer cette fonction : la victoire française de Fleurus, le 26 juin 1794, met définitivement fin à la présence autrichienne dans les Pays-Bas méridionaux.



Autriche, 1935, n° 473

L'archiduc Charles-Louis d'Autriche, le dernier gouverneur-général autrichien



*République centrafricaine, 1989, n° 822
La bataille de Jemappes (1792)
Effigie du général Dumouriez*



*1993, n° 2493
La bataille de Neerwinden (1793)*

La période française (1794-1814)

Après la bataille de Fleurus du 26 juin 1794, l'occupation par l'armée française des Pays-Bas méridionaux est très rapide : fin juillet, tout le territoire est évacué par les Autrichiens. Il faut attendre le traité de Campo-Formio, signé le 18 octobre 1797, pour voir l'Autriche reconnaître la perte des provinces belges au profit de la République française.

En France, les régimes se succèdent rapidement :

- La Convention, jusque fin 1795.
- Le Directoire, de fin 1795 à fin 1799.
- Le Consulat, après le coup d'État de Napoléon du 18 Brumaire (9 novembre) 1799, jusque mai 1804.
- L'Empire, après que Napoléon se soit fait proclamer empereur le 18 mai 1804, et se soit couronné lui-même le 2 décembre 1804.



*France, 1973, n° 1776
Couronnement de l'empereur Napoléon, le 2 décembre 1804*



*France, 1973, n° 1776
L'empereur Napoléon*

L'occupation française apporte un bouleversement radical dans les provinces belges :

- L'Église catholique perd tous ses avantages avec l'introduction de la liberté de culte. Les ordres monastiques sont supprimés et les biens de l'Église sont confisqués et nationalisés. Cette laïcisation entraîne évidemment l'opposition farouche de la hiérarchie cléricale. Le concordat, signé en 1801 par Napoléon et le pape Pie VII atténue un peu les tensions entre l'Église et l'État.

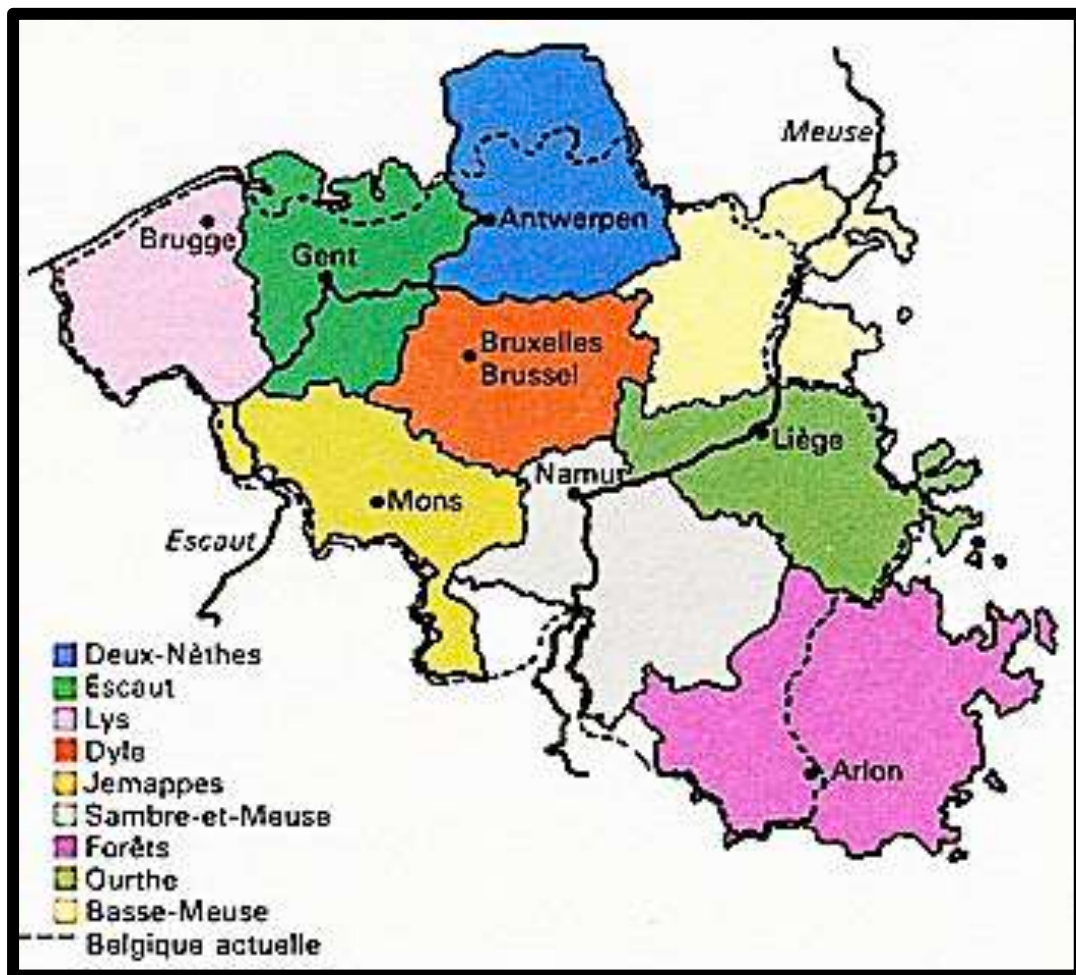


*Vatican, 1958, n° 264
Le pape Pie VII*

- Le système administratif est complètement remanié. Le décret du 1^{er} octobre 1795 confirme officiellement l'annexion des Pays-Bas ex-autrichiens et de la principauté de Liège, qui était parvenue à se maintenir jusqu'en 1794, à la France. Les habitants sont maintenant des citoyens français à part entière, obéissant aux lois françaises, adoptant le système monétaire de la France et employant le français comme langue officielle.

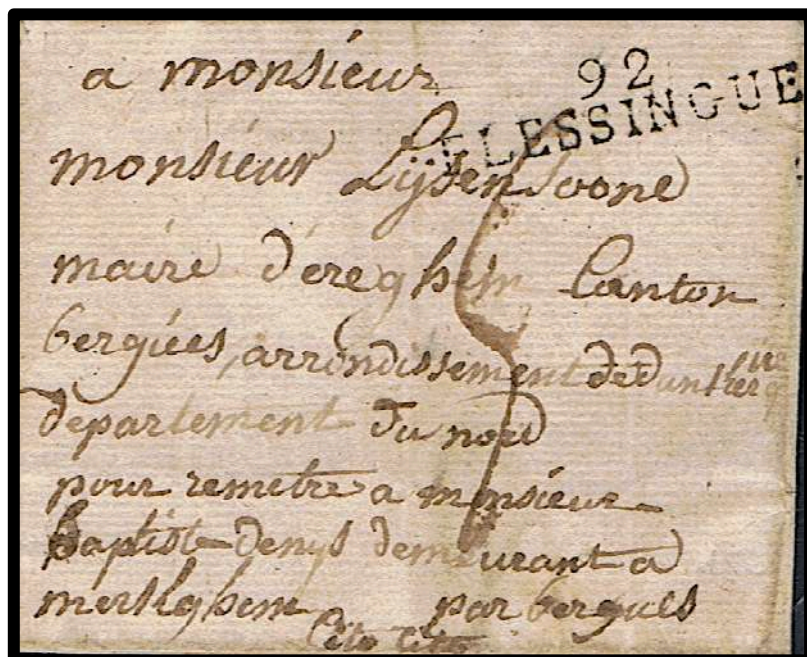
- Le territoire est divisé en neuf nouveaux départements, qui forment les *Départements réunis* et qui seront la base des neuf provinces de la future Belgique :

- Département de la Lys (Bruges, province de Flandre occidentale), n° 91
- Département de l'Escaut (Gand, province de Flandre orientale), n° 92
- Département des Deux-Nèthes (Anvers, province d'Anvers), n° 93
- Département de la Dyle (Bruxelles, province de Brabant), n° 94
- Département de la Meuse inférieure (Maastricht, province de Limbourg et Limbourg néerlandais), n° 95
- Département de l'Ourthe (Liège, province de Liège), n° 96
- Département de Jemmapes (orthographe employée par la France) (Mons, province de Hainaut), n° 86
- Département de Sambre-et-Meuse (Namur, province de Namur), n° 97
- Département des Forêts (Luxembourg, province de Luxembourg et Grand-duché de Luxembourg), n° 98



Les neuf "Départements réunis"

(Extrait de www.histoire-des-belges.be/au-fil-du-temps/epoque-contemporaine/annexion-francaise/les-reformes-francaises)



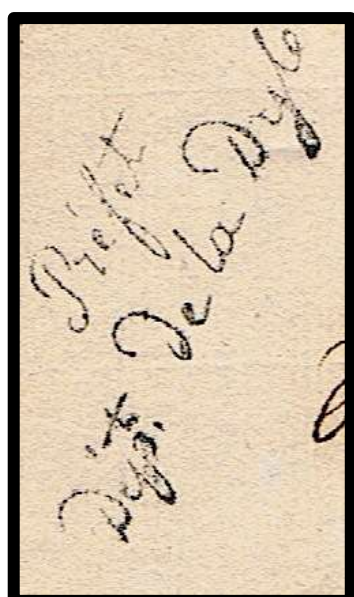
Lettre du département 92 (Escaut). Flessingue = Vlissingen en faisait alors partie



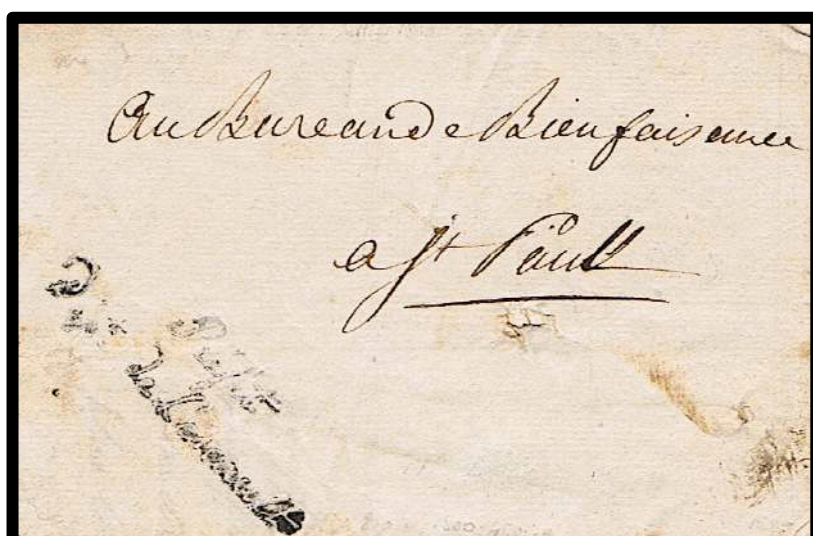
Timbre fiscal du département de l'Ourthe



Timbre fiscal du département de Sambre-et-Meuse



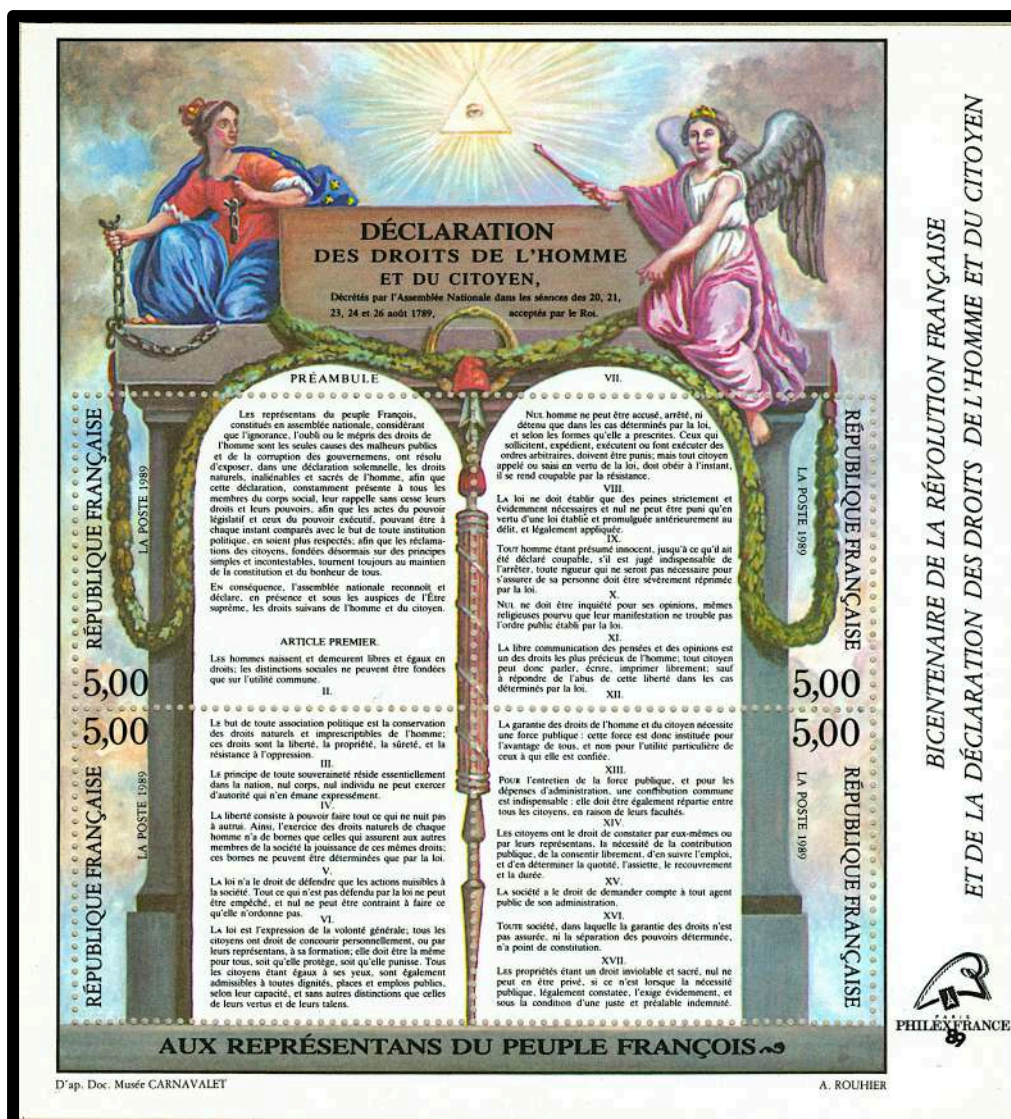
Marque de franchise du
préfet du département de la Dyle



Marque de franchise du
préfet du département de l'Escaut

Ces cinq pièces proviennent des collections de Francis Kinard, Ac. Phil. Belg.

- Elle signifie la fin des privilèges et du régime seigneurial, avec l'introduction de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.



France, 1989, bloc 11
La déclaration des droits de l'homme et du citoyen

- Le système judiciaire est complètement remodelé, avec l'introduction du *Code civil* en 1804.



France, 1973, n° 1774
Napoléon et Jean Portalis
Le Code civil de 1804



2004, n° 3644

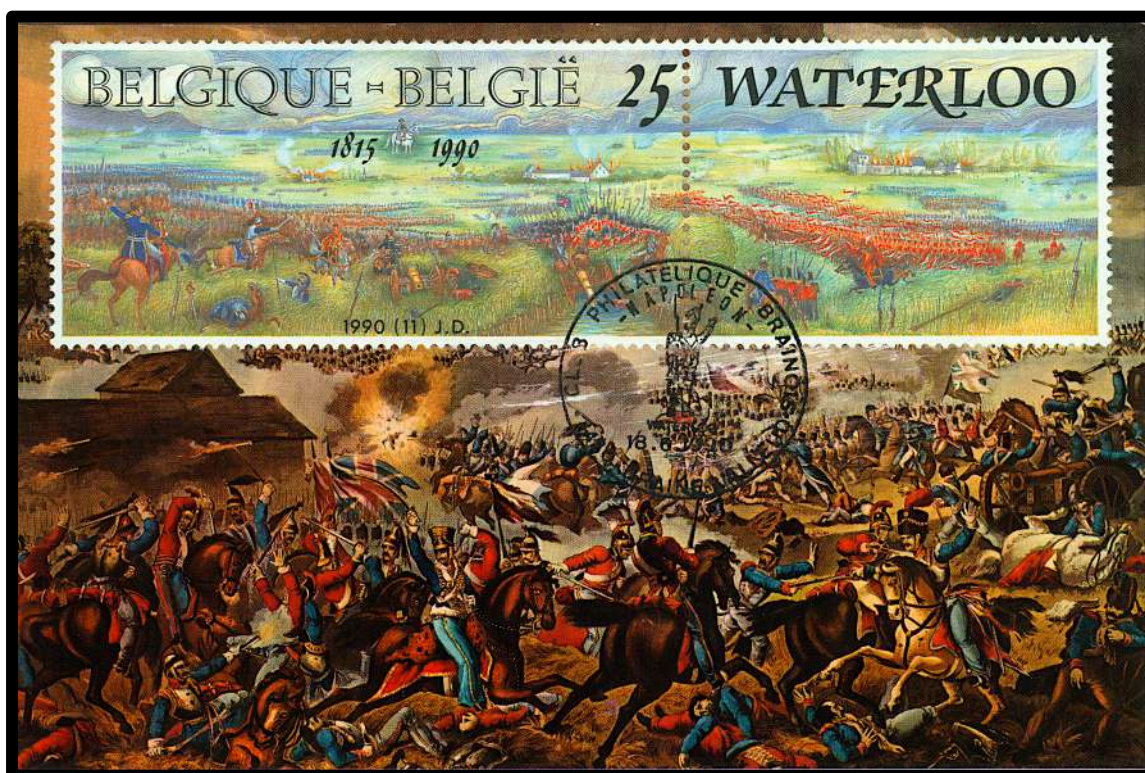
En quelques années, les Pays-Bas méridionaux passent ainsi de la féodalité aux temps modernes. L'ouverture de l'Escaut en 1795 permet au port d'Anvers de se développer à nouveau, et les progrès techniques apportés à l'industrie, comme l'introduction par Lieven Bauwens de nouvelles machines de tissage à Gand en 1798, engendrent un essor économique important.

Malgré les progrès administratifs, économiques et sociaux, il y a cependant une forte opposition d'une partie de la population, surtout à cause de l'introduction de deux nouveautés :

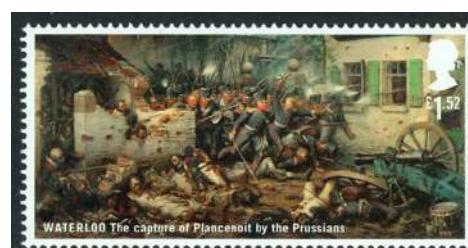
- La laïcisation, avec l'abolition des anciens diocèses, qui seront finalement réduits à cinq (Malines, Tournai, Namur, Liège et Gand), est considérée comme une horreur par la majorité du clergé, qui pousse la population à la résistance.
- Le service militaire obligatoire est très mal accepté, surtout au sein de la population rurale, d'autant plus que les riches pouvaient échapper à la conscription en payant un remplaçant plus pauvre.

Ces deux problèmes, religieux et militaire, engendrent en 1798 et 1799 une véritable insurrection de la population rurale. C'est la "*Guerre des paysans*", en flamand "*Boerenkrijg*". Cette insurrection se manifeste surtout en pays flamand et au Luxembourg. La bataille principale, où les insurgés sont facilement vaincus, a lieu à Hasselt le 5 décembre 1798.





*Carte maximum de 1990 avec le timbre n° 2376
175^e anniversaire de la bataille de Waterloo*



*Grande-Bretagne, 2015, n°s 4170/4175
200^e anniversaire de la bataille de Waterloo*



2015, bloc 229

200^e anniversaire de la bataille de Waterloo.

Wellington, Blücher, Guillaume d'Orange, le maréchal Ney et Napoléon

La période néerlandaise (1814-1830)

Après la chute de Napoléon, les grandes puissances avaient donc décidé d'unir les Pays-Bas, les provinces belges et l'ex-principauté de Liège pour former le *Royaume uni des Pays-Bas*. Cela fut décidé à Londres en 1814 et entériné à Vienne en 1815.

Déjà en février 1814, Guillaume, prince d'Orange, fait son entrée à Bruxelles, et le 16 mars 1815, il est proclamé à La Haye roi du Royaume uni des Pays-Bas et Grand-duc du Luxembourg, sous le nom de Guillaume I^{er}. Cette proclamation, initialement prévue après la clôture du Congrès de Vienne, a été avancée, à cause du retour inopiné de Napoléon.



Pays-Bas, 1963, n° 787/788

Débarquement de Guillaume d'Orange à Scheveningen, le 30 novembre 1813



Pays-Bas, 1963, n° 790

Prestation de serment de Guillaume I^{er}, le 16 mars 1815



Luxembourg, 1939, n° 313

Guillaume I^{er}



Pays-Bas, 2014, n° 3152



Pays-Bas, 2015, n° 3256

*200^e anniversaire du Royaume uni des Pays-Bas.
Signature de Guillaume I^{er}*



Luxembourg, 2015, n° 1978

*Le Grand-duché de Luxembourg, tel qu'il fut créé en 1815 par le Congrès de Vienne.
L'actuelle province de Luxembourg en faisait encore partie*

Une fois de plus, le peuple n'avait pas été consulté. Dès le début, des frictions se manifestent. Ces frictions vont lentement s'accroître, pour atteindre leur point culminant en 1830.

Les raisons de ces frictions sont multiples :

- D'abord, comme si souvent dans l'histoire de ces provinces, un problème religieux. Le nouveau roi est protestant, comme la majorité du Nord. L'épiscopat catholique du Sud s'oppose avec violence au protestantisme, malgré l'officielle liberté de culte.
- Un problème linguistique. Après 20 années d'occupation française, la langue française était devenue la langue de la noblesse, de la bourgeoisie, des intellectuels et de l'administration. Mais en 1819, Guillaume I^{er} décrète que, à partir de 1823, le néerlandais sera la seule langue admise dans l'administration, l'instruction et la justice.
- Un problème historique. Dès la fin du XVI^e siècle, les Provinces-Unies avaient été l'ennemi des Pays-Bas méridionaux, et une profonde antipathie du Sud envers le Nord avait pris de solides racines.
- Et finalement un problème de personne. Le roi Guillaume I^{er} a un caractère autoritaire, qui s'accommode mal avec un système parlementaire démocratique. Il limite autant que possible la liberté de la presse.



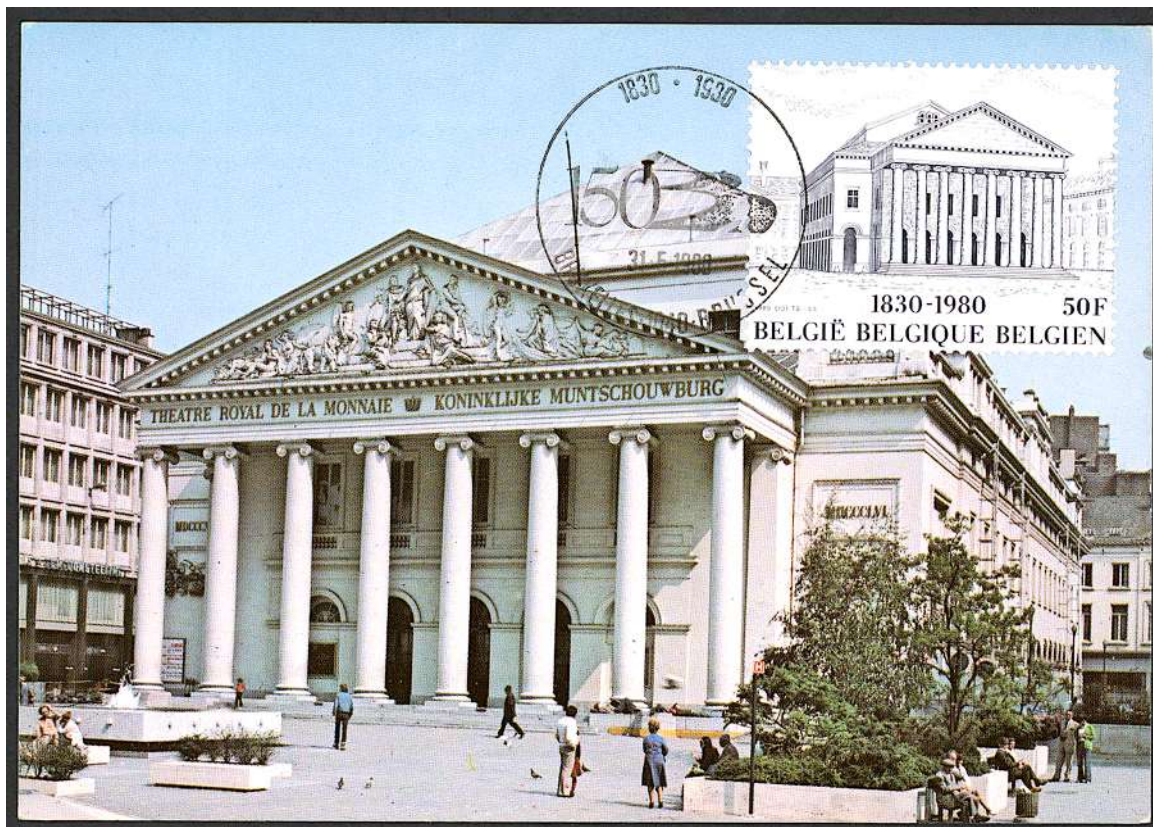
*Pays-Bas, 1913, n°s 82, 86 & 90
Guillaume I^{er}*

Pourtant, le roi a de bonnes intentions, et il espère gagner la sympathie du Sud en stimulant l'essor de l'économie : il fait creuser de nombreux canaux, améliore l'infrastructure, crée la banque Société Générale, il fonde en 1817 les universités de Gand et de Liège, il favorise le secteur du textile (le coton à Gand et le drap à Verviers) et soutient l'industrie métallurgique de John Cockerill en zone liégeoise.



*1967, n°s 1433 & 1434
150^e anniversaire des universités de Liège et de Gand, fondées en 1817 par Guillaume I^{er}*

C'est dans la presse, que Guillaume I^{er} essaie vainement de juguler, que se déchaîne l'opposition virulente au roi et à son gouvernement. Le journaliste Louis de Potter inonde la Belgique d'articles et de pamphlets, ce qui lui vaut la prison. Il appelle surtout à l'union entre les catholiques et les libéraux, et est suivi par d'autres journalistes et politiciens aussi bien à Bruxelles (Charles de Brouckère, Jean-Baptiste Nothomb) qu'à Liège (Charles Rogier, Joseph Lebeau). La tension monte, et tout va exploser le soir du 26 août 1830, après la représentation au théâtre de la Monnaie de Bruxelles de "*La Muette de Portici*" d'Auber, où l'aria "*Amour sacré de la Patrie*" déchaîne l'enthousiasme et déclenche la révolution.



*Carte maximum de 1980 avec le timbre n° 1983
Le théâtre de la Monnaie, à Bruxelles*

Bruxelles est en ébullition, et le roi refuse de négocier avec les insurgés. Début septembre, un contingent liégeois, commandé par l'avocat Charles Rogier, vient au secours de Bruxelles.



*1955, n°s 971/972
Le départ des volontaires liégeois, commandés par Charles Rogier*

Le 23 septembre, c'est la confrontation armée entre les forces royales hollandaises et les insurgés. Après quatre jours de combats acharnés, les Hollandais se retirent de Bruxelles et se retranchent à Anvers.



2005, bloc 119

175^e anniversaire de l'indépendance de la Belgique.

Le panneau central montre l'insurrection à Bruxelles en septembre 1830



1980, n° 1961

150^e anniversaire de l'indépendance de la Belgique

Dès le 26 septembre, un *Gouvernement provisoire de Belgique* est créé, et le 4 octobre, l'indépendance de la Belgique est officiellement proclamée. Le gouvernement provisoire annonce également la rédaction d'un projet de constitution et la convocation prochaine d'un Congrès national.

La Belgique indépendante (1830-...)

Léopold I^{er} (1831-1865)

Un Congrès national de 200 membres, élu en novembre 1830 au suffrage censitaire, élabore en un temps record une constitution.

Cette constitution est déjà adoptée le 7 février 1831, et les dispositions les plus importantes en sont :

- La Belgique sera un royaume.
- Le roi disposera du pouvoir exécutif, mais celui-ci sera exercé par ses ministres.
- Le pouvoir législatif sera exercé par le parlement élu, comprenant la Chambre des représentants et le Sénat.
- Le pouvoir judiciaire est entièrement indépendant des deux autres.



2006, bloc 127

175^e anniversaire du système parlementaire belge :

À gauche le Sénat, à droite la Chambre des Représentants. Au centre, le roi Léopold I^{er}

En attendant le choix définitif d'un souverain, le baron Surllet de Chokier est nommé régent de Belgique. Louis d'Orléans, duc de Nemours et deuxième fils du roi de France Louis-Philippe, est pressenti, mais son père refuse cet honneur pour éviter des conflits internationaux. Finalement, le choix tombe sur Léopold de Saxe-Cobourg et Gotha, en raison de ses relations diplomatiques avec les maisons royales d'Europe.

Acceptant le trône de Belgique après avoir refusé celui de Grèce, Léopold I^{er} arrive en Belgique, à La Panne, le 17 juillet 1831 et fait son entrée triomphale à Bruxelles le 21 juillet. Cette date deviendra celle de la fête nationale belge.



1957, n°s 1020/1021
Entrée de Léopold I^{er} à La Panne (17 juillet 1831) et à Bruxelles (21 juillet 1831)



1930, n° 302



1981, n° 2003



1999, n° 2795



1949, n°s 807/810



1965, n°s 1349/1350
Le roi Léopold I^{er}

Léopold I^{er} avait été marié en 1816 avec la princesse Charlotte de Galles, l'héritière du trône d'Angleterre, mais il était déjà veuf en 1817. Il se remarie en 1832 avec Louise-Marie d'Orléans, la fille du roi de France Louis-Philippe.



*1980, n° 1978
Le roi Léopold I^{er} et la reine Louise-Marie*



*1962, n°s 1233/1234
(Le premier timbre a un monogramme erroné)
La reine Louise-Marie*



2001, n° 2970

Les Pays-Bas essaient en août 1831 de reconquérir la Belgique, mais celle-ci est sauvée par l'aide militaire des Français. Ce sont les Français qui chassent finalement les Hollandais de leurs dernier retranchement à Anvers, fin 1832.

Les élections pour le premier parlement belge ont lieu le 29 août 1831. 51 sénateurs et 102 membres de la Chambre sont élus par 45 000 électeurs (sur 4 millions de Belges !).

Le premier président de la Chambre est Etienne-Constantin de Gerlache, celui du Sénat est le baron Goswin de Stassart.



1981, n°s 2001/2002

Etienne-Constantin de Gerlache



Le baron Goswin de Stassart

Le règne de Léopold I^{er} se caractérise surtout par une clivage de plus en plus accentué entre les libéraux et les catholiques. Au début, l'union s'était faite contre l'occupation hollandaise, mais dès 1831, les mésententes se multiplient. La principale raison est l'intransigeance et le conservatisme de l'Église, qui craint de perdre son influence dans le peuple, et qui interdit aux catholiques de s'affilier à la franc-maçonnerie. En réaction, les libéraux adoptent une attitude de plus en plus anticléricale. Cela se traduit non seulement dans la politique, mais également dans l'instruction, de l'école primaire à l'université, où catholiques et libéraux se battent pour l'éducation de la jeunesse. C'est dans cet esprit anticléricale que Pierre-Théodore Verhaegen fonde en 1834 l'Université libre de Bruxelles.



*1984, n° 2112
150^e anniversaire de l'Université de Bruxelles*

Les premiers ministres qui se succèdent sont soit libéraux, comme Joseph Lebeau, Charles Rogier et Henri de Brouckère, soit catholiques, comme Félix de Muelenaere et Barthélémy de Theux. L'étonnant est que ni les catholiques, ni les libéraux ne se soucient beaucoup du problème social : ils ne montrent aucun empressement pour améliorer la situation déplorable de la classe ouvrière et paysanne, qui n'a quand même pas droit de vote.



*1965, n° 1351
Joseph Lebeau, deux fois premier ministre (1831 et 1840-1841)*

Entretemps, Guillaume I^{er} des Pays-Bas refusait obstinément de signer le traité des XXIV articles, par lequel les puissances européennes acceptaient et garantissaient l'indépendance de la Belgique. Ce traité était pourtant avantageux pour lui, car il restituait une partie du Limbourg et le Grand-duché de Luxembourg à la Hollande.

Lorsque le roi des Pays-Bas, enfin conscient de l'impossibilité de récupérer les provinces belges, se déclare d'accord en 1838 pour ratifier le traité, c'est paradoxalement la Belgique qui refuse, la situation étant toute différente de celle de 1830-1831. Il faut tout le poids des grandes puissances pour amener la Belgique à accepter à son tour ce traité, qui ampute le pays d'une grande partie de son territoire :

- Le Luxembourg est scindé en une province belge (Arlon) et le Grand-duché, qui devient indépendant, mais avec le roi des Pays-Bas Guillaume I^{er} comme souverain.
- Le Limbourg est scindé lui aussi en une province belge (Hasselt) et une province néerlandaise (Nederlands Limburg, avec Maastricht).



Luxembourg, 1989, n° 1167

150^e & 175^e anniversaire de l'indépendance du Grand-duché de Luxembourg



Luxembourg, 2014, n° 1953



1989, n° 2338



Pays-Bas, 1989, n° 1340

150^e anniversaire du partage du Limbourg entre la Belgique et les Pays-Bas

À la fin du règne de Léopold I^{er}, deux problèmes commencent à surgir : le problème social, avec une classe ouvrière et paysanne vivant dans la misère la plus noire, et le problème linguistique, avec une langue flamande considérée comme vile et méprisable. Ces deux problèmes vont empoisonner pendant un siècle la vie politique, économique, sociale et culturelle de la Belgique.

Léopold II (1865-1909)

Le roi Léopold I^{er} meurt le 10 décembre 1865, et son fils Léopold II prête serment le 17 décembre.

Intelligent, passionné, homme d'action, il a joué, malgré des pouvoirs royaux limités par la constitution belge, un rôle capital dans l'essor économique, colonial et diplomatique de la Belgique. Il n'hésite pas à se montrer impitoyable et sans scrupules pour atteindre les buts qu'il s'était désignés.



1930, n° 303



*Congo belge, 1947, n° 276
Le roi Léopold II*



1999, n° 2795

Léopold II se marie en 1853 avec la princesse Marie-Henriette de Habsbourg-Lorraine. C'est un mariage purement politique, et le roi reste toute sa vie un grand amateur des charmes féminins.



*1980, n° 1979
Le roi Léopold II et la reine Marie-Henriette*



1962, n° 1235



2001, n° 2969

La reine Marie-Henriette

1) Les problèmes politiques

Pendant tout le règne de Léopold II, il y a un antagonisme fondamental entre les deux grands partis de l'époque : les libéraux et les catholiques.

Le dialogue entre les deux est difficile : les libéraux sont foncièrement anticléricaux, les catholiques font preuve d'un conservatisme et d'un ultramontanisme inébranlables.

Les élections se suivent avec des majorités changeantes. La plupart des premiers ministres pendant ce règne sont cependant catholiques, comme Paul de Smet de Naeyer, Jules Vandenpeereboom ou encore Auguste Beernaert, qui obtient le prix Nobel de la Paix en 1909.



1999, n° 2839



Suède, 1999, n° 2123

Auguste Beernaert

Le seul grand premier ministre libéral du règne est Walthère Frère Orban (de 1868 à 1870 et de 1878 à 1884), anticlérique doctrinaire et grand adversaire du suffrage universel. Excellent ministre des finances, Frère-Orban est le créateur de la Banque nationale de Belgique, en 1850.



1960, n°s 1159/1162
Walthère Frère-Orban



1975, n° 1781

125^e anniversaire de la Banque nationale de Belgique. Walthère Frère-Orban

2) Les problèmes sociaux

Les conditions de vie des ouvriers et des paysans sont vraiment effroyables au début du règne. Cela n'intéresse que très peu les politiciens, aussi bien libéraux que catholiques, puisque la classe ouvrière et paysanne ne participe pas aux élections, à cause du suffrage censitaire.

Certains précurseurs, comme César de Paepe et Emiel Moyson, dénoncent la misère des classes laborieuses, mais il faut attendre 1885 pour voir la création officielle du Parti ouvrier belge, qui deviendra plus tard le Parti socialiste belge.



1975, n° 1785
Emiel Moyson



1960, n°s 1131/1132



75^e & 100^e anniversaire du Parti ouvrier belge



1985, n°s 2167/2168



Deux des promoteurs de Parti ouvrier belge sont le Gantois Édouard Anseele et le Bruxellois Émile Vandervelde. Tous les deux allaient détenir d'importants portefeuilles ministériels dans l'entre-deux-guerres.



1956, n° 997
Édouard Anseele



1948, bloc 26
Édouard Anseele



1946, n°s 731/733
Émile Vandervelde



Émile Vandervelde est le principal rédacteur de la Charte de Quaregnon, adoptée en 1894. C'est la déclaration de l'ensemble des principes socialistes en Belgique.



1994, n° 2549
100^e anniversaire de la charte de Quaregnon

Les socialistes, comprenant que seul le suffrage universel pourrait donner voix au chapitre à la classe ouvrière et paysanne, font l'impossible pour l'obtenir. Il y a quelques légères améliorations, comme l'introduction du vote plural lors de la révision de la constitution en 1893, mais il faut attendre 1921 pour que le suffrage universel soit introduit, seulement pour les hommes, et 1948 pour que le droit de vote soit également accordé aux femmes !



*1982, n° 2048
Le suffrage universel*

Il est navrant de constater que le Parti catholique ne fait que peu ou pas d'efforts pour améliorer le sort des ouvriers. Une rare exception est le prêtre alostois Adolf Daens, qui se fait élire au parlement pour défendre la classe ouvrière, mais il est renié par ses supérieurs hiérarchiques et par le Parti catholique officiel.



*1989, n° 2348
Le prêtre Adolf Daens*

Une des illustrations les plus poignantes de la misère du monde ouvrier et paysan se trouve au Musée de la Red Star Line à Anvers, où l'on peut voir dans quelles conditions des centaines de milliers d'émigrants partaient pour une meilleure vie en Amérique.



*2013, n° 4377
Le Musée de la Red Star Line à Anvers*

3) Le Congo

Voulant à tout prix faire entrer la Belgique parmi les puissances coloniales, Léopold II convoite l'Afrique centrale inexplorée.

Aidé par Émile Banning et François Auguste Lambermont, deux grands fonctionnaires d'une efficacité et d'une fidélité sans failles, il organise d'abord en 1876 une conférence géographique à Bruxelles, dans le but de promouvoir l'exploration "philanthropique" du Congo.



*Congo belge, 1947, n° 274
François Auguste Lambermont*

Dans le but d'acquérir le Congo, Léopold II prend Henry Morton Stanley, célèbre pour avoir retrouvé Livingstone en 1871, à son service. Celui-ci reprend son exploration du Congo et y pose les premiers jalons de la future colonisation belge.



*Grande-Bretagne, 1973, n°s 679/680
David Livingstone et Henry Morton Stanley*



*Congo belge, 1928, n° 149
Henry Morton Stanley*

Les grandes puissances projettent une conférence, qui se tient à Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, pour organiser pacifiquement le partage de l'Afrique, dans lequel surtout la France et le Royaume-Uni sont impliqués. Léopold II y réussit un coup de maître : il se fait attribuer l'entièreté du territoire congolais, avec mission d'en assurer le développement. Devant les réserves exprimées par le parlement belge, qui refuse toute implication et toute responsabilité dans l'aventure congolaise, le Congo devient officiellement un État indépendant, dont Léopold II est le souverain à titre entièrement personnel.

Il y combat la traite des esclaves, mais, dans le but de rentabiliser sa mise congolaise, il soumet la population à de véritables travaux forcés dans la production très lucrative du caoutchouc. Les conditions inhumaines, souvent atroces, auxquelles sont soumises les indigènes engendrent l'indignation de toute l'Europe, mais le roi n'en a cure.



1915, n° 146



Congo belge, 1947, n° 275

Lutte contre l'esclavagisme

Finalement, pressentant sa fin prochaine, le roi cède sa propriété congolaise à l'État belge, le 20 août 1908. Le parlement belge accepte sans enthousiasme ce don, qui fait de la Belgique une grande puissance coloniale. L'État indépendant du Congo devient le Congo belge. L'année suivante, Léopold II meurt le 17 décembre 1909.



*État indépendant du Congo, 1896, n° 29
Timbre du Congo indépendant, surchargé lorsque le territoire devient une colonie belge en 1908*



Congo belge, 1909, n° 39

Albert I^{er} (1909-1934)

Le successeur de Léopold II est son neveu, Albert I^{er}, qui prête serment le 24 décembre 1909. Travailleur, honnête, excellent époux et père de famille, il se fera surtout connaître comme le défenseur de la patrie pendant la première guerre mondiale.



1930, n° 304



1974, n° 1704



1975, n° 1758



1984, n° 2118



*1999, n° 2793
Le roi Albert I^{er}*



*1912, n° 122
Type "Pellens"*



*1922, n° 210
Type "Houyoux"*



*1922, n° 219
Type "Montenez"*



*1931, n° 324
Type "Képi"*

Il se marie en 1900 avec Élisabeth de Bavière. Celle-ci se fait surtout connaître comme une grande protectrice des arts et de la science. Elle fonde le Concours musical Eugène Ysaÿe, qui deviendra en 1951 le concours musical Reine Élisabeth. Ce prestigieux concours international deviendra un de plus importants du monde.



*1980, n° 1980
Le roi Albert I^{er} et la reine Élisabeth*



1931, n° 331



*1951, n° 867
La reine Élisabeth*



2001, n° 2968



*1976, n° 1804
25^e anniversaire du concours musical Reine Élisabeth*

Si Albert I^{er} est entré dans la légende belge et même internationale, c'est à cause de son attitude héroïque pendant la première guerre mondiale. Début août 1914, violant la neutralité du pays, l'armée allemande entre en Belgique.

L'armée belge opère une retraite, qui la conduit finalement jusqu'à l'Yser, où le roi est décidé à organiser la résistance à outrance.

Pendant ce temps, le gouvernement belge s'installe à Sainte-Adresse, près du Havre, qui sera d'octobre 1914 à novembre 1918 la capitale administrative de la Belgique. Le roi, aidé de son épouse, reste à la tête de son armée dans le "Westhoek", derrière l'Yser.

L'armée allemande s'enlise en Flandre occidentale, où la région d'Ypres est entièrement dévastée.



*France, 2015, n°s 4933/4934
Le gouvernement belge à Sainte-Adresse*



*1957, n° 1038
La reine Élisabeth infirmière dans le réduit de l'Yser*

En Belgique occupée, des personnages comme le cardinal Mercier et le bourgmestre de Bruxelles Adolphe Max donnent l'exemple d'une résistance courageuse.



*1957, n° 1037
Adolphe Max*



*1932, n° 350
Le cardinal Mercier*



1976, n° 1798

Après l'entrée en guerre des Américains en 1917, l'Allemagne doit évacuer la Belgique en automne 1918, et signe le 11 novembre 1918 l'armistice. La guerre a fait des millions de victimes. Le monument qui illustre le mieux l'horreur de cette guerre est la Porte de Menin, à Ypres, où le "Last Post" est sonné chaque soir pour commémorer les morts de 1914-1918.



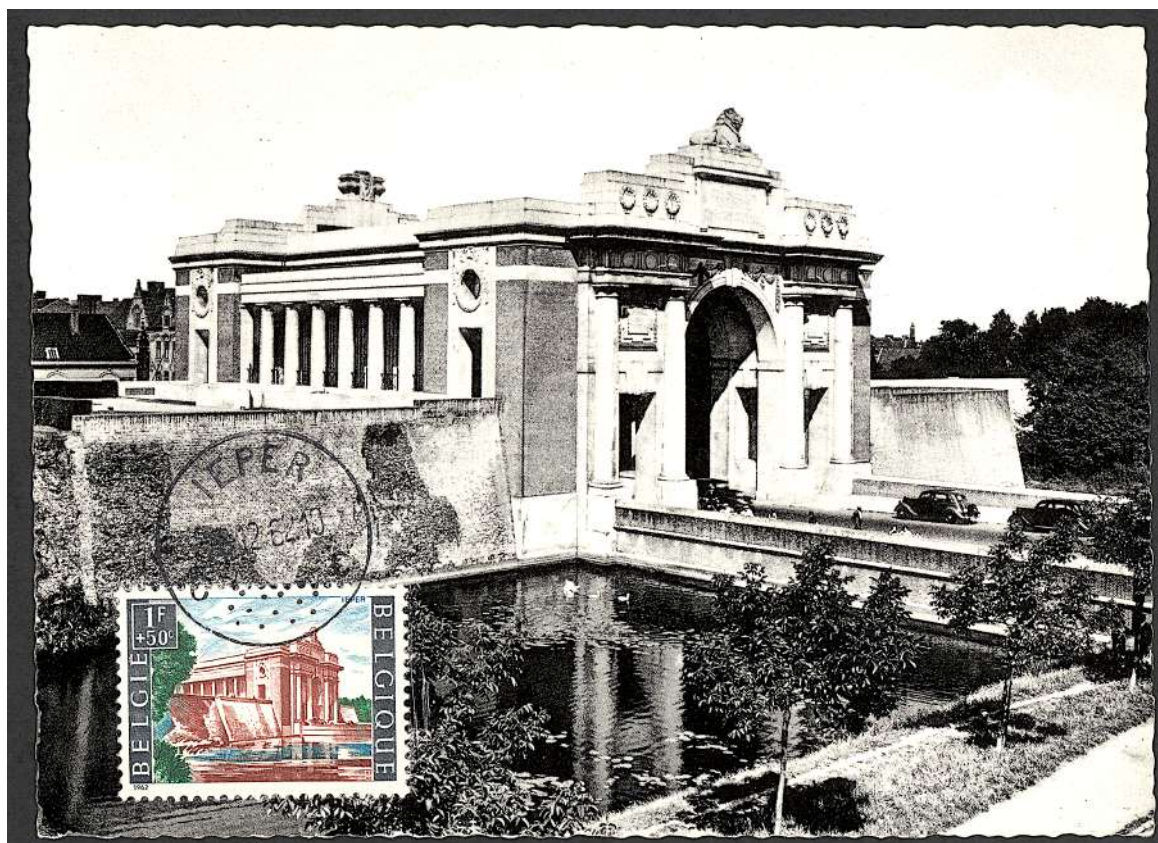
*1968, n°s 1474/1476
La libération. Entrée du roi à Bruxelles, à Bruges, et à Liège*



1929, n° 295



1967, n° 1424



Carte maximum de 1962 avec le timbre n° 1239

La Porte de Menin à Ypres

Depuis la guerre, Albert I^{er} est nommé le “roi-chevalier” et est partout représenté comme le “roi casqué”, et c’est ainsi qu’il figure sur les timbres-poste de 1919.



1919, n° 178

Le roi Albert I^{er} “casqué”

Après la guerre, la politique “normale” reprend ses droits. La question sociale étant moins aigue, avec l’entrée des socialistes en politique et leur régulière participation aux gouvernements, c’est surtout la question linguistique qui prend le devant de la scène. Pendant la guerre, les gradés étaient en grande majorité francophones, et donnaient leurs ordres à des soldats, en majorité des Flamands, qui ne les comprenaient pas. Ils avaient juste le droit de se faire tuer...

Parmi les leaders qui se battent pour l'émancipation de la langue flamande, il faut mentionner Frans van Cauwelaert et Camiel Huysmans, tandis que d'autres, comme Georges Hubin, essaient de sauvegarder la suprématie de la langue française.



1980, n° 1965
Frans van Cauwelaert



1970, n° 1557
Camiel Huysmans



1971, n° 1591
Georges Hubin

Pendant le règne d'Albert I^{er}, les premiers ministres sont tous, sans exception, issus du Parti catholique. Les plus connus sont Charles de Broqueville, Henri Carton de Wiart et Henri Jaspar.



1969, n° 1512

Turquie, 1951, n° 1134
Henri Carton de Wiart



Turquie, 1951, n° 1134



1964, n° 1283
Henri Jaspar

Après la guerre, le territoire belge s'agrandit avec les cantons de l'Est (Eupen et Malmédy, à partir du 1^{er} janvier 1920), tandis que la Belgique reçoit en 1923 de la Société des Nations un mandat sur le Ruanda et l'Urundi, qui faisaient partie de l'Afrique orientale allemande, et qui étaient déjà militairement occupés depuis 1916.



1920, timbres provisoires pour les cantons de l'Est, attribués à la Belgique



*1916, timbres du Congo belge surchargés
 “Est africain allemand / Occupation belge - Duitsch Oost Afrika / Belgische bezetting”*

La bonne réputation de la Belgique après la guerre lui vaut de pouvoir organiser les premiers Jeux olympiques de l’après-guerre, à Anvers en 1920.



*1920, n°s 179/181
 Les Jeux olympiques d’Anvers en 1920*

C’est aussi l’époque où la Belgique dispose de grands diplomates, qui s’illustrent sur la scène internationale, comme Paul Hymans, qui est plusieurs fois ministre des Affaires étrangères, et qui est deux fois le président de la Société des Nations (1920-1921 et 1932-1933).



*1965, n° 1321
 Paul Hymans*

Le roi Albert I^{er} connaît une fin tragique : il meurt d’une chute, le 17 février 1934, en effectuant l’escalade des rochers de Marche-les-Dames.



*1954, n° 940
 Mort d’Albert I^{er} à Marche-les-Dames en 1934*



*1934, n° 384
 Timbre de deuil du roi*

Léopold III (1934-1951)

Léopold III, fils aîné du roi Albert I^{er}, prête serment le 23 février 1934. Il s'est marié en 1926 avec la princesse suédoise Astrid. Son règne, qui s'annonce pourtant heureux, sera tragique : d'abord, il y a la mort de la reine Astrid, le 29 août 1935, à Küssnacht, en Suisse. Puis viendra la deuxième guerre mondiale, qui aboutira finalement à son abdication forcée en 1951.



1998, n° 2738
Le roi Léopold III



1934, n° 403



1936, n° 427



1936, n° 432



1943, n° 646

Timbres de Léopold III : types "Col fermé", "Col ouvert" et "Poortman"



1980, n° 1981
Le roi Léopold III et la reine Astrid



1939, n° 502



1985, n° 2183



2000, n° 2879

La reine Astrid



2005, n° 3468



*1935, n° 414
Timbre de deuil de la reine Astrid*

Léopold III a été le premier roi à avoir un gouvernement dirigé par des premiers ministres socialistes : Achille van Acker, Camiel Huysmans et Paul-Henri Spaak. D'autres premiers ministres du règne sont le libéral Paul-Émile Janson (qui meurt en 1944 à Buchenwald) et les catholiques Paul Van Zeeland et Hubert Pierlot.



*1967, n° 1414
Paul-Émile Janson*



*1978, n° 1887
Paul-Henri Spaak*

La deuxième guerre mondiale, qui s'annonçait depuis longtemps et qui débute pour la Belgique le 10 mai 1940, tourne rapidement à la catastrophe pour le pays : après 18 jours, le 28 mai 1940, Léopold III ne voit d'autre issue que la capitulation. Le gouvernement belge, qui ne suit pas son souverain dans sa décision de capituler, s'installe d'abord en France, puis à Londres. Léopold III est déporté, d'abord en Allemagne, ensuite en Autriche.



*1990, n° 2369
50^e anniversaire de la campagne des 18 jours (10 mai 1940-28 mai 1940)*

C'est donc de nouveau l'occupation. Les deux lieux qui rappellent le mieux l'horreur de cette guerre en Belgique sont le fort de Breendonk, où de nombreux résistants sont emprisonnés, torturés et exécutés, et la caserne Dossin à Malines, antichambre des camps de concentration.



1951, n° 861



1954, n° 944

Le fort de Breendonk



1997, n° 2682



2013, n° 4379

La caserne Dossin à Malines

La libération de la Belgique, après le débarquement en Normandie, s'effectue en l'automne de 1944. Mais le 16 décembre 1944, l'Allemagne lance une contre-offensive de grande envergure dans les Ardennes, qui remet tout en question.

C'est la terrible "bataille des Ardennes", qui se déroule pendant l'hiver rigoureux de fin 1944. Les Américains, sous le commandement d'Anthony McAuliffe, sont encerclés à Bastogne, mais refusent de se rendre ("Nuts" !). Finalement, la contre-attaque du général Patton parvient à refouler l'armée allemande.



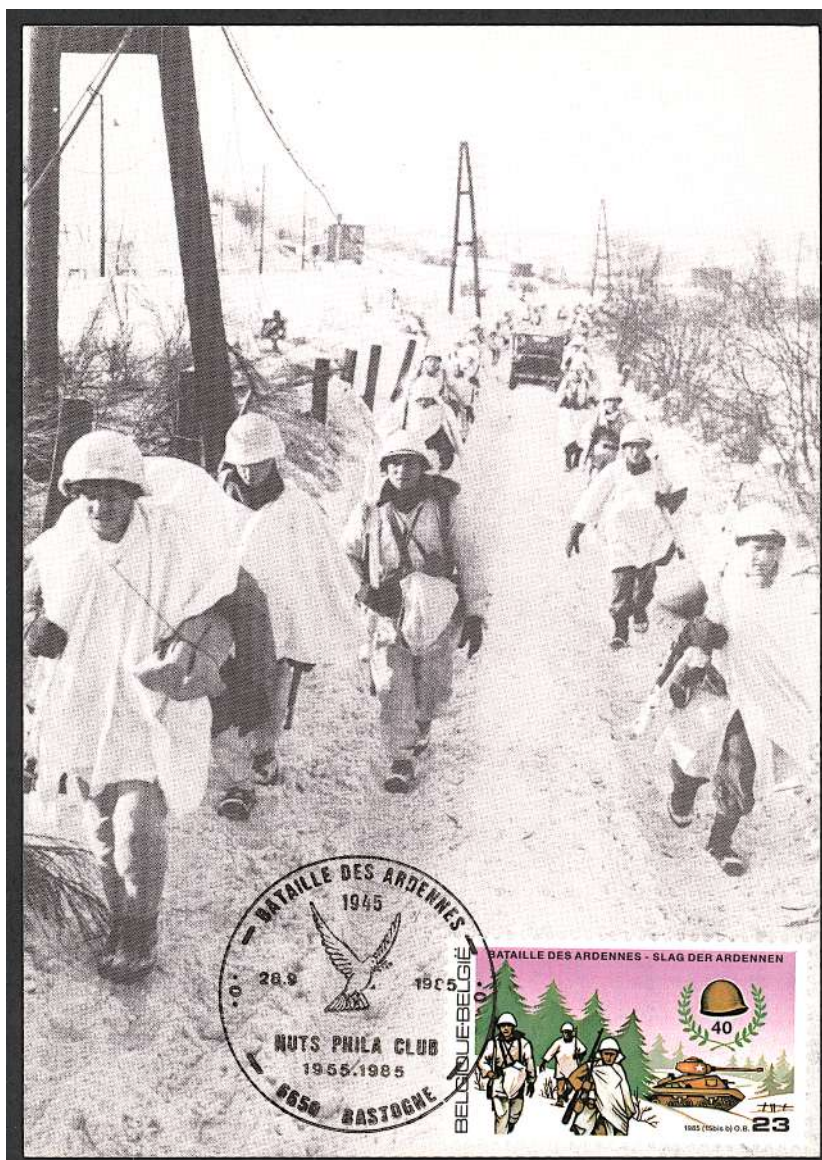
1946, P.A. n° 12

La bataille des Ardennes



1957, n° 1034

Patton et McAuliffe



*Carte maximum de 1985 avec le timbre n° 2187
La bataille des Ardennes de fin 1944*



*1994, n° 2571
50^e anniversaire de la libération de la Belgique*

Immédiatement après la guerre surgit la “question royale”. L’attitude du roi en 1940, en désaccord avec ses ministres, lui vaut l’hostilité d’une partie de la population belge, qui s’oppose à son retour.

Grosso modo, les Flamands, à majorité catholiques, sont favorables au roi, les Wallons, à majorité socialistes, lui sont hostiles. Dès septembre 1944, une régence est provisoirement confiée au frère du roi, le prince Charles, et le 12 mars 1950, un référendum est organisé concernant le retour éventuel du roi. Ce référendum lui donne la majorité en Flandre, mais pas en Wallonie. Prenant acte de ce clivage, et face aux violences suscitées par ses opposants, Léopold III décide de se retirer. Il abdique officiellement le 16 juillet 1951, et son fils, le jeune roi Baudouin, prête serment le lendemain 17 juillet.



1947, projets non adoptés de timbres à l'effigie du prince Charles

Pendant ce temps, dès 1944, une union douanière est créée entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, sous le nom de BENELUX. C'est la continuation de l'Union économique et monétaire qui avait déjà été ratifiée en 1921 entre la Belgique et le Luxembourg.

Le BENELUX peut être considéré comme le premier pas vers l'Union européenne.



1972, n° 1616



Luxembourg, 1972, n° 795

50^e anniversaire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise de 1921.



1964, n° 1306



1969, n° 1500

20^e, 25^e & 30^e anniversaire du BENELUX



1974, n° 1723

Peu après, la Belgique adhère aux Nations-Unies, le 27 décembre 1945, et à l'OTAN, le 4 avril 1949.



1959, n°s 1094/1095

10^e anniversaire de l'adhésion de la Belgique à l'OTAN

Baudouin I^{er} (1951-1993)

Jeune et sans expérience, Baudouin monte sur le trône en 1951, après l'abdication de son père. Très pieux, il se fait surtout conseiller par les hauts dignitaires de l'Église et par l'aile la plus conservatrice du Parti catholique.



1958, n° 1075



*1986, n° 1986
Le roi Baudouin I^{er}*



1998, n° 2739



1958, n° 1074

Le roi Baudouin I^{er} : types "Marchand" et "Velghe" (avec et sans lunettes)



1981, n° 2024



1982, n° 2069



1971, n° 1587



1992, n° 2473

Le roi Baudouin I^{er} : types "Elström" et "Olyff"



1992, n° 2481



1990, n° 2382

60^e anniversaire



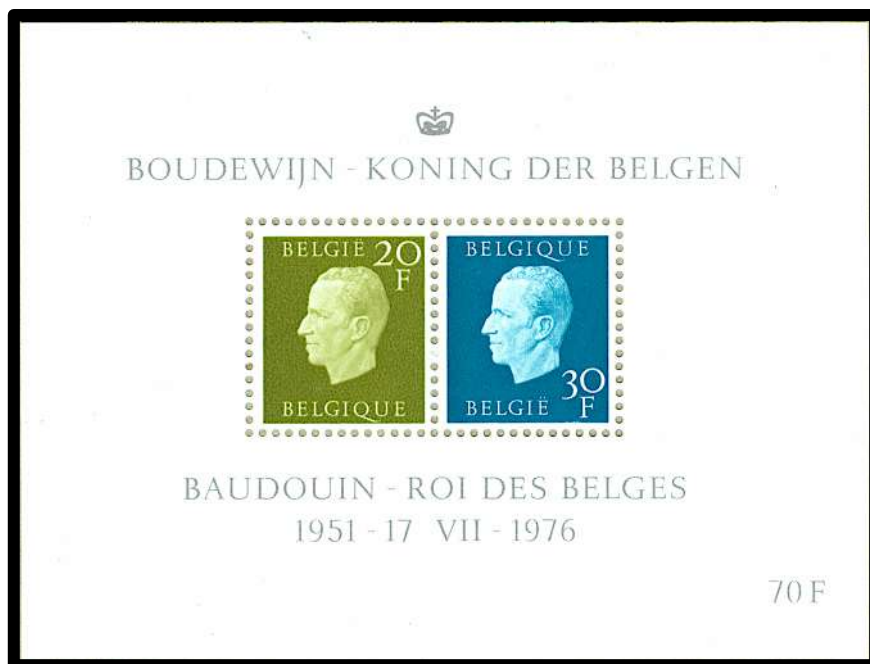
1991, n° 2415

*Le roi Baudouin I^{er}
60^e anniversaire & 40 ans de règne*



1993, n° 2520

Timbre de deuil



*1976, bloc 51
25^e anniversaire du règne du roi Baudouin I^{er}*

Il se marie en 1960 avec une dame de la noblesse espagnole, Doña Fabiola de Mora y Aragón. C'est un couple très uni, mais leur grand chagrin est l'absence d'enfants.



1960, n° 1171



1980, n° 1982



1985, n° 2198



*1990, n° 2396
Le roi Baudouin I^{er} et la reine Fabiola*



1962, n° 1238



2000, n° 2880
La reine Fabiola

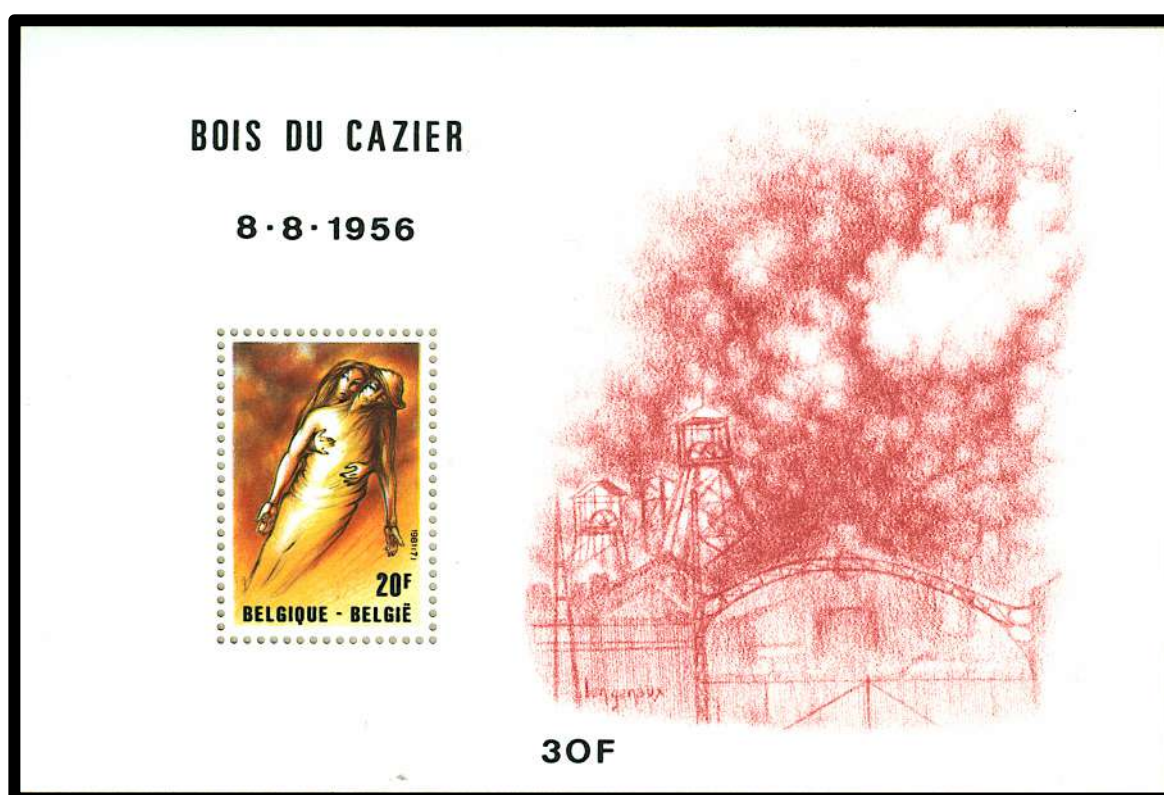


2008, n° 3788

Ce qui caractérise le plus le long règne du roi Baudouin est l'évolution progressive vers un État fédéral. Suite aux incessants problèmes linguistiques, cinq réformes de l'État ont lieu (1970, 1980, 1988-1989, 1993 et 2001), qui font que l'article premier de la Constitution est actuellement : *“La Belgique est un État fédéral qui se compose des communautés et des régions”*.

Les événements majeurs du règne du roi Baudouin sont :

- La guerre scolaire, entre les catholiques et les socialistes, où Léo Collard veut réduire les différences de subventions entre l'enseignement libre (catholique) et l'enseignement officiel. Cette “guerre” atteint son paroxysme en 1955, et se termine par le Pacte scolaire du 16 novembre 1958.
- La catastrophe de Marcinelle : le 8 août 1956, 262 mineurs perdent la vie lors d'une explosion dans la mine de Marcinelle.



1981, blok 57
25^e anniversaire de la catastrophe minière de Marcinelle

- “Expo ‘58”, l'exposition universelle de Bruxelles de 1958, qui est un immense succès, et qui montre au monde le progrès économique de la Belgique.



1958, n°s 1047/1052
L'exposition universelle de Bruxelles de 1958



2008, bloc 158
50^e anniversaire de l'exposition universelle de Bruxelles de 1958

- La signature du traité de Rome, premier pas vers l'Union européenne, le 25 mars 1957.



1978, n° 887
20^e et 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome



- L'indépendance du Congo, proclamée le 30 juin 1960. Cette indépendance est le prélude à une période de troubles au Congo, qui engendrent une instabilité politique chronique.



*1960, n°s 1145/1146
L'indépendance du Congo*



*2010, n° 4047
50^e anniversaire de l'indépendance du Congo*

- Le 1^{er} juillet 1962, c'est au tour du Rwanda et du Burundi d'accéder à l'indépendance.



*2012, n°s 4240/4241
50^e anniversaire de l'indépendance du Rwanda et du Burundi*

Un fait exceptionnel dans le règne du roi Baudouin se situe le 5 avril 1990. Ce jour-là, le roi renonce pendant 24 heures à ses prérogatives royales et est déclaré “dans l'impossibilité de régner”, parce qu'il refuse de signer la loi dépénalisant l'avortement.

Le roi Baudouin meurt inopinément le 31 juillet 1993. Malgré ses pouvoirs réduits, il était un conseiller attentif et écouté de la classe politique et une figure morale incontestée. Son frère Albert lui succède.

Albert II (1993-2013)

Le roi Albert II prête serment le 9 juillet 1993. Il rafraîchit et modernise l'image de la royauté, après l'austère règne de son frère.



1998, n° 2740



2004, n° 3290

Le roi Albert II



1993, n° 2532



1995, n° 2599



1999, n° 2840



2001, n° 2983

Le roi Albert II : types MVTM et Broux/MVTM



1996, n° 2662



2003, n° 3204

Le roi Albert II : types MVTM avec lunettes



2007, n° 3697

En 1959, il épouse Paola Ruffo di Calabria, issue d'une famille princière italienne.



1995, n° 2621



1999, n° 2828

Le roi Albert II et la reine Paola



2005, n° 3356



2009, n° 3921
Le roi Albert II et la reine Paola



2007, bloc 146
70^e anniversaire de la reine Paola



1997, n° 2706



2000, n° 2881
La reine Paola



Italie, 1997, n° 2237

En 2013, après 20 ans de règne, Albert II décide de se retirer et il abdique le 21 juillet 2013, jour de la fête nationale, en faveur de son fils Philippe.

Philippe I^{er} (2013-...)

Philippe I^{er}, fils aîné d'Albert II, prête serment le 21 juillet 2013. Il a épousé le 4 décembre 1999 Mathilde d'Udekem d'Acoz.



*1999, n° 2856
Philippe II et la reine Mathilde*



*2013, n° 4293
La reine Mathilde*



*2002, bloc 97
Le roi Philippe I^{er}, la reine Mathilde et leur fille aînée, la princesse Élisabeth*

Tables des matières

- Les premiers siècles (...-1384)
- La période bourguignonne (1384-1477)
- Les premiers Habsbourg (1477-1555)
- La domination espagnole (1555-1713)
- La domination autrichienne (1713-1794)
- La période française (1794-1814)
- La période néerlandaise (1814-1830)
- La Belgique indépendante (1830-...)

Bibliographie

- Henri Pirenne, *Histoire de Belgique*, Ulan Press, 2012.
- *Kroniek van België*, Standaard uitgeverij, 1987.
- Arthur Kleinclausz, *Charlemagne*, éd. Jules Tallandier, Paris, 1977.
- Donald Matthew, *Atlas van de Middeleeuwen*, éd. Elsevier, 1983.
- Marcel Brion, *Charles le Téméraire*, éd. Jules Tallandier, Paris, 1977.
- Georges-Henri Dumont, *Marie de Bourgogne*, éd. Fayard, 1982.
- Hugo Soly, Johan Van de Wiele e.a., *Carolus*, éd. Snoeck-Ducaju & Zoon, 1999.
- Cicely Veronica Wedgwood, *Guillaume le Taciturne*, éd. Jules Tallandier, Paris, 1978.
- Ludwig Pfandl, *Philippe II d'Espagne*, éd. Jules Tallandier, Paris, 1981.
- Luc Duerloo & Werner Thomas, *Albrecht en Isabella*, éd. Brepols, 1998.
- Georges-Henri Dumont, *Léopold II*, éd. Fayard, 1990.
- Guy Coutant, - *Histoire et philatélie de l'Espagne*
 - *Histoire et philatélie de l'Autriche*
 - *Histoire et philatélie de l'Italie*
 - *Gent in de filatelie*
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.